



HAL
open science

La crise sanitaire de la Covid-19, une crise de la dette sociale? Contribution au séminaire international Sociopolitical coalitions and the trajectories of social protection in

Bruno Théret

► **To cite this version:**

Bruno Théret. La crise sanitaire de la Covid-19, une crise de la dette sociale? Contribution au séminaire international Sociopolitical coalitions and the trajectories of social protection in. Sociopolitical coalitions and the trajectories of social protection in Latin America, Solène Morvant-Roux et Ilan Bizberg (Université de Genève), Sep 2021, Genève, Suisse. hal-03506505

HAL Id: hal-03506505

<https://hal.science/hal-03506505>

Submitted on 2 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La crise sanitaire de la Covid-19, une crise de la dette sociale ?

Contribution au séminaire international

Sociopolitical coalitions and the trajectories of social protection in Latin America,

organisé par Solène Morvant-Roux et Ilan Bizberg, Université de Genève,

27-28 septembre 2021

Bruno Théret

bruno.theret@dauphine.psl.eu

(version provisoire)

Plan de l'article

1. Utilité et limites des métaphores rapprochant les pathologies et les médecines des êtres humains et des corps sociaux.....	3
De quelques usages de la métaphore médicale en économie	3
Leur utilité et leur limite	4
2. La crise sanitaire de la Covid-19, un produit de l'ordre économique international néomercantiliste mis en place à partir des années 1970	5
Un aperçu de l'ordre économique international dans lequel la pandémie est apparue et s'est développé	6
La pandémie comme effet endogène de système propre au capitalisme néolibéral globalisé	7
3. La crise sanitaire, dernière phase d'une crise financière structurelle du capitalisme néolibéral ?	9
Les trois premières phases de la crise générale du capitalisme financiarisé globalisé	10
Une nouvelle phase spécifique de crise de suraccumulation de dette sociale par l'Etat	11
4. La crise de la covid-19 en tant que crise financière de surendettement social des Etats due aux reconceptualisations néolibérales de la santé mentale et corporelle et à la biomédicalisation du monde de la vie.	14
Une santé mentale incorporée (« somatisée »), désocialisée, et constitutive d'une nouvelle conception de la santé de l'individu souverain.	14
De la santé mentale à la « santé parfaite » de l'individu autonome « molécularisé », « mine à exploiter » par le capitalisme biomédical financiarisé (biocapital)	17
Qu'en est-il alors de la dette sociale ?	21
La crise de la covid-19 comme crise du modèle néolibéral de santé et source d'une nouvelle crise financière	21
5. Conclusion	25
Annexe : La non-affaire Gottlieb	29
Bibliographie	30

Assurément le capitalisme global contemporain est profondément malade. Atteint par un coronavirus incontrôlable dans le cadre épistémique du moment, mais aussi sans doute travaillé depuis longtemps par un cancer, le « cancer américain » (Aron et Dandieu, 2008-1931), et plus récemment « dévasté » par le « virus B » (Walter et de Précontal, 2009), ses médecins, les gouvernements néo-libéraux qui tiennent à sa survie, ont, en proie à la panique, dû le mettre en réanimation en le plongeant dans le coma profond du confinement.

Parler ainsi métaphoriquement du capitalisme comme d'une être malade et contaminé par la covid-19, c'est situer celle-ci dans la lignée de la tuberculose, du cancer et du sida (Sontag 2009), et en faire une candidate au statut de « maladie métaphorisée » pour le type inédit de crise du capitalisme que nous connaissons aujourd'hui¹. Pour soutenir cette candidature, nous devons alors nous interroger sur la nature de cette nouvelle maladie du capitalisme et sur le type de capitalisme qui y correspond. Mais en quoi la crise sanitaire provoquée par le coronavirus pourrait-elle nous éclairer sur cette maladie ? Serait-elle le symptôme, vu l'accumulation des pathologies dont il est affecté, d'un risque majeur de crise ultime du capitalisme néolibéral ?

Ce sont là des questions encore sans véritable réponse, en raison notamment de la dispersion des savoirs, en raison aussi du fait que, plongés que nous sommes encore dans cette crise à facettes multiples, il est difficile d'embrasser le tout du phénomène en prenant la distance nécessaire. Mais cette situation a aussi des avantages, car toute crise attire l'attention sur des faits sociaux considérés jusque-là comme secondaires et laissés de côté, en mettant en lumière leur importance jusque-là insoupçonnée ou occultée (Théret 2018). C'est bien le cas de la crise ouverte début 2020 par l'épidémie de Covid-19, crise d'abord sanitaire qui se transforme presque instantanément en une crise économique, sociale et politique d'ampleur inégalée depuis la crise des années 1930. Cette crise révèle que le capitalisme néolibéral n'est pas seulement un capitalisme financiarisé, mondialisé et numérisé, mais aussi un « capitalisme génétique » (dit aussi « bio-capitalisme ») fondé sur une conception normative radicalement nouvelle de la santé et de l'individu, dimension du capitalisme contemporain largement passée sous silence, surtout chez les économistes, à quelques exceptions près².

Dans cette contribution où on se demande donc de quelle crise du capitalisme la crise sanitaire provoquée par la covid-19 est-elle le nom, on développe la réflexion en cinq temps : **1/**on examine d'abord l'intérêt, mais aussi les limites des métaphores médicales pour penser une crise sanitaire ; **2/**on considère alors que la covid-19 n'est pas un choc exogène frappant une économie en bonne santé, mais une manifestation endogène à la structure du système capitaliste actuel ; **3/**on avance ensuite l'hypothèse que la crise sanitaire n'est rien d'autre que la phase IV, ultime, de la crise générale structurelle du capitalisme néolibéral déclenchée en 2007 par la crise des *subprimes* aux Etats-Unis (phase I) et qui s'est poursuivie par une crise des dettes souveraines dans la zone euro (phase II) et une crise d'endettement externe des entreprises des pays émergents (phase III) - on qualifie alors cette phase IV de crise de la dette sociale de protection accumulée par les Etats à l'égard des peuples qui leur ont délégué leur souveraineté ; **4/**on cherche alors à préciser la nature de cette crise en mettant en exergue une contradiction entre d'un côté le biocapitalisme financiarisé et fondé sur les idées néolibérales de « santé parfaite » et d'individu autonome et autoréférentiel, et de l'autre le besoin collectif de santé publique et d'appartenance à des tous protecteurs dont la pandémie de la covid-19 montre la carence et appelle la satisfaction ; **5/**enfin, en conclusion, on revient, en mobilisant les métaphores médicales présentées au début de l'article, sur la dialectique entre des systèmes de santé territorialisés et une finance de marché globale qui conduit à un double surendettement des Etats à l'égard de puissances privées supranationales d'un côté et de l'ensemble de leurs citoyens de l'autre.

¹ Sur le caractère inédit de cette crise, cf. Boyer 2020a.

² La plus notable est Boyer 2002.

1. Utilité et limites des métaphores rapprochant les pathologies et les médecines des êtres humains et des corps sociaux

De quelques usages de la métaphore médicale en économie

« (...) de *l'éisie* (phtisie-tuberculose), (...) les *médecins* disent que, dans le principe, c'est une *maladie* facile à guérir, mais difficile à connaître, et (...), lorsqu'elle a fait des progrès, devient facile à connaître, mais difficile à *guérir*. C'est ce qui arrive dans toutes les affaires d'Etat : lorsqu'on prévoit le *mal* de loin, ce qui n'est donné qu'aux hommes doués d'une grande sagacité, on le *guérit* bientôt ; mais lorsque, par défaut de lumière, on n'a su le voir que lorsqu'il frappe tous les yeux, la *cure* se trouve impossible. » (Machiavel, *Le Prince* 1965, p. 16)

La métaphore médicale a, dès l'orée du capitalisme, été convoquée pour penser les crises économiques affectant le corps social ou pour stigmatiser les auteurs de ces désordres. Ainsi les économistes sont-ils censés soigner les maux des personnes morales que sont les sociétés constituées en corps politiques, tout comme les médecins ont pour mission de prendre soin des corps et des esprits des personnes physiques atteints de maladie. Susan Sontag (2009, pp. 101-107) a noté que la métaphore médicale était déjà présente dans *Le Prince* de Machiavel tout comme chez Hobbes. De son côté, John Locke, qui, avant de s'affirmer en tant que philosophe et économiste, était médecin praticien comme Mandeville et Quesnay, considérait que les comportements économiques antisociaux de certains capitalistes et propriétaire fonciers relevaient de la folie, maladie qui, pour lui, consistait à raisonner rationnellement mais sur des prémices fausses (Nelson 1989, Caffentzis 2003, Théret 2014).

Au début des années 1930, Irving Fisher, un des économistes américains parmi les plus réputés, par ailleurs devenu eugéniste après avoir été victime de la tuberculose, développe une analyse théorique de la grande dépression des années trente qui mobilise la métaphore médicale utilisée par Machiavel, la maladie de la dette (surendettement) - bénigne mais difficile à repérer - dégénérant en maladie de la monnaie (son instabilité) - évidente mais difficilement curable à défaut d'avoir été traitée à temps et de manière appropriée (Cot, 2004). Au même moment, en France, deux intellectuels non conformistes Robert Aron et Arnaud Dandieu, fondateurs du mouvement personnaliste *Ordre Nouveau*, qualifient "le mal dans lequel se débat le monde moderne" de "cancer américain" "lié à la nature même de ce monde", et dont les fondements pratiques et idéologiques résident respectivement dans « la suprématie de l'industrie et de la banque sur la vie entière de l'époque » et « l'hégémonie de mécanismes rationnels sur les réalités concrètes et sentimentales » (Aron et Dandieu, 2008-1931, p. 18)³.

Plus près de nous, dans les années 1980, les idéologues néolibéraux s'appuieront sur la métaphore de l'obésité de l'Etat, mesurée à l'aune du niveau de pression fiscale, pour justifier un traitement amaigrissant de sa taille financière et la réduction de ses prérogatives, conditions, selon eux, du renforcement de son autorité détruite par sa transformation en Etat-providence (Théret 1990 et 1995). Dans une perspective inverse, il y a quelques mois dans AOC, Alain Caillé et Bertrand Livinec ont développé une analogie entre les effets délétères du coronavirus (SARS-CoV-2) et ceux du néolibéralisme envisagé comme « virus économique de la dérégulation et de l'enrichissement personnel ».

Entretemps, Christian Walter et Michel de Précontal (2009) avaient qualifié de « virus B », voire de « sida de la finance » (Walter, 2010), la « croyance en la réduction brownienne de

³ « L'américanisme est une maladie : mais ce n'est pas une maladie infectieuse que l'on contracte et que l'on guérit par l'extérieur. C'est un cancer, c'est-à-dire un trouble profond et pour ainsi dire spontané de la vie. C'est une partie de l'être, une faculté isolée, qui brusquement rompt l'équilibre vital, répudie toute solidarité pour se développer à part comme un monstrueux parasite destiné d'ailleurs à mourir avec l'être même sur lequel il est né. » (ibid., p. 20-21)

l'incertitude » qui est à la base des modélisations « enkystées » dans les « produits » financiers marchandisés à l'échelle mondiale. « Tels les gènes d'un virus dans l'ADN », cette croyance s'est installée « dans les esprits des professionnels de la finance et des régulateurs des marchés » et a contaminé la finance en la rendant « immuno-déficiente face au risque réel » (ibid., p. 89). A cela deux raisons essentielles : sa simplicité d'utilisation par la « techno-science-économie » financière (Legendre, 2007) ; sa parenté avec les idées de “main invisible” et d'auto-régulation des marchés. Mais les crises financières récurrentes, et surtout celle de 2007-2008, se sont chargées de montrer qu'il s'agit là d'un « virus de la pensée » extrêmement malfaisant ; en tant qu'il est porteur d'une erreur scientifique sur les hypothèses des modèles, il ne tient pas compte des situations d'incertitude radicale, des « irrégularités, ruptures et discontinuités » dans les comportements des professionnels de la finance, lesquels « savent bien que le modèle ne fonctionne pas en situation de crise » (ibid.).

Leur utilité et leur limite

Ces diverses métaphores médicales qui surgissent dans les situations de crise économique et financière, qu'elles soient de type illustratif, rhétorique, « provisoire », ou de type structural, « absolu »⁴, mobilisant des isomorphismes et des corrélations, sont utiles à plusieurs titres.

Elles montrent d'abord que dès lors qu'une crise, un désordre économique survient, l'analogie avec la physique qui est le fonds de commerce de l'économie *mainstream* néo-classique perd toute portée analytique et pratique, et comme cela a été typiquement le cas d'Irving Fisher, l'économiste se tourne alors vers la médecine et la biologie pour tenter d'expliquer la crise et trouver les moyens d'en sortir.

Par ailleurs, même quand la métaphore médicale, notamment celle du cancer, peut être blessante pour ceux qui souffrent ou ont souffert de la maladie métaphorisée, « il va de soi qu'on ne peut guère penser sans métaphore » et « dire qu'une chose est ou ressemble à une autre chose qu'elle n'est pas, c'est là (...) le terreau de la plupart des modes d'expression et de pensée, y-compris la science. » (Sontag, 2009, p. 121)

En revanche, alors que certaines métaphores « ont une résonance scientifique considérable », d'autres peuvent être « anti-explicatives » (ibid., p. 124). Aussi pour réfléchir sur les liens entre crises financières et crises sanitaires, les deux maux majeurs aujourd'hui des sociétés capitalistes occidentales, et envisager les modalités possibles pour en sortir, on ne doit pas se priver de leur usage, mais à condition d'en contrôler la pertinence. Pour ce qui est des métaphores relatées ci-dessus, le surprenant est alors qu'elles sont encore porteuses de sens dans la crise actuelle :

- ainsi celle de la folie que Locke utilise pour caractériser les comportements rationnels mais déviants au plan éthique des capitalistes londoniens qui, pour s'enrichir individuellement, préfèrent thésauriser ou spéculer en exportant les métaux précieux au lieu de les recycler dans la production nationale moyennant un taux d'intérêt raisonnable ;

⁴ « Des métaphores présentées comme (...) « antichambre de la formation des concepts », moyens de surmonter les résistances que le réel oppose à sa saisie, Blumenberg distingue deux types. Certaines sont des formulations provisoires plastiques, susceptibles d'être dépassées ; d'autres, qualifiées d'absolues, « ne peuvent pas être résorbées en conceptualité » ; résistant à leur dépassement, elles ont un sens plus radical que les concepts et se situent au soubassement de la pensée. Il convient donc de séparer ce qui se présente comme éléments résiduels d'élucidations passées, des éléments fondamentaux qui, comme tels, sont indépassables. Mais qu'une métaphore soit appelée absolue ne signifie nullement qu'elle ne puisse pas « être remplacée ou plutôt représentée par une métaphore plus précise (...) Par conséquent, les métaphores absolues ont elles aussi une histoire ». » (Valade, 2008, Sur Paradigmes pour une métaphorologie de Hans Blumenberg, Paris, Vrin 2007).

-ainsi de la théorie fishérienne de la dépression résultant des maladies conjointes du surendettement et de la déflation monétaire qui est reprise par de plus en plus d'économistes aujourd'hui, post-keynésiens et régulationnistes notamment, à l'heure des taux d'intérêt négatif et de la récession des bilans des entreprises⁵ ;

- ainsi du « cancer américain » qui a muté dans l'après-deuxième guerre mondiale en prenant une forme moins virulente, mais a de nouveau muté au début des années 1970, sous l'impact du virus brownien, alias le « sida de la finance », lequel, malgré la grande crise financière de 2008, continue à faire des ravages ; les thérapies développées par les banques centrales ne se sont pas attaquées véritablement, en effet, aux racines intellectuelles de la maladie financière comme de la maladie monétaire.

Interpréter les maux sociaux à partir de métaphores médicales a ainsi le mérite de rappeler qu'à l'intérieur ou derrière les institutions, il y a des pratiques individuelles, des corps qui s'y investissent, des esprits qui les conçoivent, et des déséquilibres sociaux qui reflètent des déséquilibres mentaux et des façons de vivre pathologiques, mesurées à l'aune de l'ordre social prévalent (comme chez Locke, les désirs de richesse et/ou de pouvoir ne connaissant pas de limites⁶, qu'il s'agisse de thésauriser à l'abri des regards ou de gaspiller de façon ostentatoire). Cela rappelle également l'existence de représentations sociales possiblement déshumanisées car fondées sur une pure rationalité instrumentale qui leur fait perdre tout sens (comme chez Aron et Dandieu la « maladie de la raison réduite à un rôle technique », la « religion du crédit » et le « mythe de la production »⁷ ; et chez Pierre Legendre (2007), la divinisation de la Science « engagée dans la conquête du pouvoir ultime : maîtriser l'invention de la vie, pour abolir la mort », la sacralisation du « Management globalisé » et la naturalisation du Capitalisme par la « techno-science-économie », l'« évangile de l'Efficacité » entraînant la « casse du sujet humain » et de la « raison de vivre » réduite à l'économie).

Cela dit, la crise provoquée par le coronavirus a un caractère totalement inédit qui oblige à aller au-delà de la simple mise en parallèle de l'économie et de la médecine qui se bornerait à rentrer dans le détail des analogies, métaphores et homomorphismes concevables entre ces deux champs. Du fait qu'elle met en évidence un impact direct du capitalisme financiarisé et mondialisé sur l'émergence et le développement de la pandémie, la covid-19 conduit en effet à interroger les corrélations entre crise sanitaire et crise financière à partir de la place qu'occupent la santé et la médecine au cœur même de l'économie capitaliste, ou, dit autrement, à tenir compte dans l'explication du marasme actuel de la constitution d'une bio-économie au sein même du capitalisme financier.

2. La crise sanitaire de la Covid-19, un produit de l'ordre économique international néomercantiliste mis en place à partir des années 1970

« Dire que le libéralisme est « coupable » de cette pandémie n'a pas de sens. (...) Nous vivons aujourd'hui dans un monde de plus en plus globalisé, dans lequel la circulation des personnes n'a jamais été aussi

⁵ Cf. notamment Giraud 2014 et Koo 2014.

⁶ N'est-ce pas folie que d'avoir institué une absence de limites au financement privé des campagnes présidentielles aux USA, ce qui aboutit à remettre le sort du pays le plus puissant dans les mains d'une poignée de milliardaires ?

⁷ « Dans un monde en proie à un cancer profond, où les facultés rationnelles, perdant leur vertu d'origine et leur pouvoir d'émotion, se transforment en mécanismes inhumains et abstraits, où, par suite de cette erreur initiale et flagrante, toutes les valeurs humaines se perdent, charité qui se mue en philanthropie intéressée, prévoyance qui devient folie, organisation qui engendre le pire désordre, ce n'est pas dans les échoppes, dans les usines, dans les banques, qu'apparaîtra la solution. Le problème est à reprendre dès sa base psychologique ... » (Aron et Dandieu, 1931, 113)

importante. Or il est manifeste que plus les interactions entre les hommes sont fortes, plus le risque pandémique est élevé. Mais cette circulation accrue des personnes n'est pas l'apanage du libéralisme ! » (Kessler 2020)

Un aperçu de l'ordre économique international dans lequel la pandémie est apparue et s'est développé

Le système monétaire-financier international actuel, instauré dans les années 1970, est fondé sur la libre circulation des capitaux, la concurrence commerciale et des guerres monétaires entre pays dues à l'absence de toute coopération monétaire internationale. Ce système s'est traduit, d'un côté par le développement de marchés financiers censés assurer les échanges internationaux contre les risques de taux de change et de taux d'intérêt ; de l'autre, par l'adoption dans la plupart des pays de régimes « néomercantilistes » de croissance. Les régimes de croissance prévalant généralement auparavant, qui étaient centrés sur les marchés intérieurs avec substitution des importations par une production nationale, ont cédé la place à des régimes de croissance tirés par les exportations, chaque pays cherchant à conquérir des marchés extérieurs via une compétitivité externe obtenue par réduction du coût du travail et de la fiscalité internes. Le néomercantilisme s'est également développé grâce à une nouvelle division internationale du travail qui a permis de soutenir le pouvoir d'achat dans les pays à hauts salaires en y important des « biens-salaires » produits à bas coût dans les pays à bas salaires, créant ainsi la dépendance, mise en évidence par la crise actuelle, des premiers à l'égard des seconds pour la satisfaction de leurs besoins essentiels.

La généralisation de ce type de régime a été largement financée par les déficits commerciaux et budgétaires structurels des Etats-Unis, simplement couverts par des émissions quasi-illimitées de bons du trésor américain, mondialement considérés comme des « actifs sans risque ». Toutefois, cette généralisation conduisant mécaniquement à un rétrécissement de la demande globale, cet « effet pervers » n'a pu être repoussé dans le temps que par le développement massif de l'endettement de l'ensemble des agents non financiers dont les revenus fléchissaient. Ainsi le développement du néomercantilisme libéral est-il allé de pair avec celui de la financiarisation de l'ensemble des sphères de la vie sociale, les ménages, les Etats, les entreprises devenant, pour leur survie, de plus en plus dépendants des opérateurs de la finance de marché, dont, au premier rang, les banques à vocation « universelle » mêlant inextricablement activités monétaires et financières.

Cela dit, au fur et à mesure que le nombre de pays adoptant le modèle a cru et/ou que les niveaux d'endettement se sont avérés insoutenables, le néo-mercantilisme a conduit inéluctablement à une récession mondiale qui est devenue manifeste à partir de 2008, moment où les crises financières, d'abord limitées à la périphérie, ont commencé à frapper de plein fouet les Etats du centre du monde capitaliste. La crise financière de 2008 a certes montré les limites de la financiarisation néolibérale mais n'a pas entraîné sa remise en question⁸. Bien que les marchés financiers aient, à cette occasion, fourni la preuve de leur inefficience, celle-ci a simplement été imputée aux comportements irrationnels de certains de leurs opérateurs et utilisateurs, suivant en cela une tradition lockienne. La financiarisation est ainsi repartie de plus belle, avec un capital financier encore plus concentré et un endettement accru des Etats.

Néanmoins, le modèle néo-mercantiliste est quant à lui entré dans une crise profonde, la réduction du commerce mondial s'accompagnant d'une baisse de l'investissement productif malgré des taux d'intérêt extrêmement bas voire négatifs. Dans les pays les plus anciennement développés (USA, Europe, Japon), face à leurs niveaux excessifs d'endettement, entreprises, ménages et Etats ont choisi en priorité de se désendetter, et non

⁸ « (...) cette crise n'a pas été résolue, mais noyée dans la liquidité monétaire et diffusée au monde entier par la même logique qui a nourri la grande crise financière : la prolifération d'apparence illimitée de l'endettement et sa généralisation au monde entier. » (Aglietta et Khanniche 2020)

plus d'investir et/ou de consommer⁹, une situation caractéristique des crises dépressives de déflation par les dettes théorisées par Irving Fisher. Comme l'indique le bas niveau des taux d'intérêt, les liquidités injectées dans les banques par les banques centrales n'ont plus trouvé face à elles, à due concurrence, de demande de crédit et se sont retrouvées dans la dite « trappe à liquidité » ; elles ont alors essentiellement alimenté une inflation des actifs financiers, ce qui explique que la capitalisation boursière ait, jusqu'à la crise de la Covid-19, retrouvé un niveau très élevé, sans commune mesure avec le niveau de l'activité économique.

La pandémie comme effet endogène de système propre au capitalisme néolibéral globalisé

Cette situation de « grande récession », voire de « stagnation séculaire », était déjà installée quand la crise sanitaire est survenue. Avant que celle-ci ne polarise les esprits et qu'on s'inquiète de ses conséquences économiques, les risques de nouvelle crise financière et de récession cumulative associés aux politiques d'austérité dite « expansive » dans l'UE et aux taux d'intérêt négatifs plus largement dans le monde, inquiétaient déjà y-compris les banquiers centraux¹⁰. Aussi, voir dans la « pandémie la principale cause primaire de la crise économique mondiale actuelle » est une « vision réductrice (qui) fait fi des nombreuses analyses qui ont mis en évidence la fragilité du système financier international depuis 2008 et qui prévoient, avant même les premiers cas du COVID-19 en Chine, l'éclatement d'une bulle financière majeure, comparable, voire plus grave que celle de 2008. » (Defraigne 2020) Bien au contraire, la crise sanitaire a d'abord été providentielle pour la finance de marché et les banques centrales : n'a-t-elle pas permis de justifier l'injection de 750 milliards d'euro de liquidités supplémentaires par la BCE dans le secteur financier alors que la légitimité d'une telle mesure était jusque-là contestée ? C'est donc par commodité que les économistes *mainstream*¹¹, « les dirigeants politiques et les grandes firmes responsables de cette situation financière globale très instable » rejettent « la crise actuelle sur un facteur exogène comme la pandémie du COVID-19 » ; cela ne permet-il pas « d'éviter les graves problèmes liés à la financiarisation de l'économie, qui touche même les groupes industriels et non la seule finance, et à la dérégulation opaque des flux financiers depuis des décennies. » (ibid.)¹²

En revanche, soutenir que « la crise économique provoquée par l'expansion virale ne vient pas frapper de l'extérieur une économie saine par ailleurs » et que « c'est la soutenabilité du capitalisme financiarisé, déjà fortement ébranlée par la crise financière systémique de 2007-2008, qui est en question » (Aglietta et Khanniche 2020) fait l'objet d'un large consensus en sciences sociales où on considère majoritairement que « ce qui fait crise, ce n'est pas le virus tout seul, c'est le virus qui entre en résonance avec la société » (Levy-Mozziconacci et *alii*, 2020)¹³. « La crise se nourrit de tous les dysfonctionnements sociaux, politiques, économiques et territoriaux, qui étaient déjà là » (ibid.) et, « par sa brutalité et sa globalité, (elle) met (notamment) en lumière la dégradation des rapports entre les sociétés et leur milieu naturel. » (Aglietta et Khanniche 2020). Toute une série de faits montre en effet que tant l'émergence que le développement de cette crise sont de nouvelles manifestations du caractère

⁹ Voir par exemple les travaux de Richard Koo, dont Koo 2014.

¹⁰ Voir par exemple Group of Thirty 2015, Ninet 2017, BlackRock Investment Institute 2019.

¹¹ Ces « économistes aiment à se représenter toute « anomalie » échappant à leur conception idyllique des économies de marché » comme un « choc » exogène (Aglietta et Khanniche 2020). Voir par exemple Aghion 2020, Baldwin & Weder di Mauro (eds) 2020, Draghi 2020, Gourinchas 2020.

¹² Voir aussi Morvant-Roux, Servet et Tiran (2020) qui considèrent également (p.8) que « attribuer à une pandémie (qui serait exceptionnelle, donc aurait été en tant que telle imprévisible) la cause unique des troubles économiques actuels est un moyen commode d'ignorer les dysfonctionnements par nature récurrents des forces économiques dominantes et les choix (politiques) qui ont été faits, sans bien en mesurer sans nul doute toutes les implications à court, à moyen et à long termes. »

¹³ Cf. également Cary et Rodriguez 2020, Charles 2020.

puissamment déstabilisateur du néo-mercantilisme et de la globalisation financière dans les relations internationales et de la financiarisation néolibérale au sein de chaque pays : la genèse de la covid-19 est à imputer à l'extractivisme, à l'agrobusiness, à la mondialisation commerciale des chaînes de valeur ; sa transformation en crise systémique est, quant à elle, à mettre en relation avec la financiarisation de la santé et le développement du management des finances publiques à la mode capitaliste qui les a considérablement fragilisées.

Ainsi, même s'il s'avère finalement que le SARS-CoV-2 soit le produit d'une manipulation de coronavirus « naturels » qui aurait échappé à ses manipulateurs du fait d'un défaut de sécurité dans le laboratoire de Wuhan (Jacobsen, 2021), la récurrence des épidémies virales depuis l'apparition du sida met en évidence plus généralement un « transfert zoonotique », direct ou via la chauve-souris, du pangolin à l'homme (Andersen et alii, 2020). Or, pour l'épidémiologiste Rob Wallace et ses collègues, qu'on peut ici se borner à citer, un tel transfert est le résultat de la pression sur les milieux forestiers des pratiques extractivistes de l'agrobusiness international :

« L'augmentation de l'occurrence des virus est étroitement liée à la production alimentaire et à la rentabilité des sociétés multinationales. Quiconque cherche à comprendre pourquoi les virus deviennent plus dangereux doit étudier le modèle industriel de l'agriculture et, plus particulièrement, de l'élevage animal. À l'heure actuelle, peu de gouvernements et scientifiques sont prêts à le faire. Bien au contraire. Lorsque de nouveaux foyers apparaissent, les gouvernements, les médias et jusqu'à la plupart des établissements médicaux sont tellement pris par l'urgence qu'ils écartent les causes structurelles qui poussent de multiples agents pathogènes marginaux à devenir soudainement des célébrités mondiales, les uns après les autres. » (Wallace 2020)

Pour ces spécialistes, il ne fait pas de doute que la covid-19 est un produit du système capitaliste globalisé et que la crise sanitaire est aussi et d'abord, à l'origine une crise écologique et systémique :

« plutôt que messenger de la nature, le coronavirus qui nous affecte doit son existence à un vaste réseau de relations : grandes places financières mondiales, marchés aux animaux, néo-libéralisation des politiques de santé publique, confinement des travailleurs et industrialisation de l'élevage animal. » (Wallace et alii 2020)¹⁴

La covid-19 s'est aussi développée en suivant les routes internationales du commerce et du *business* pour se diffuser à l'ensemble du monde. Ainsi

« ce qui transforme des circulations locales et bénignes de virus en pandémie menaçant en quelques semaines des milliards de personnes, ce sont les circuits globaux du capital. En suivant ceux-ci, on constate par exemple qu'Alicia Glen, ancienne maire adjointe de New York, a précédemment travaillé chez JP Morgan. Or, cette entité financière a investi ces dernières années dans l'entreprise Smithfield, leader mondial de la production industrielle de porcs, et dans d'autres méga-fermes près de Wuhan, cette concentration chassant de petits éleveurs de la filière porcs et les conduisant à partir plus loin grossir le nombre (20.000) des fermes d'élevage d'animaux sauvages en Chine. Si l'on prend en compte cette géographie relationnelle, la pandémie est-elle partie de New York ou de Wuhan ? » (ibid.)

Son développement pandémique, dans la variété de ses formes nationales, a en outre été facilité par la division internationale du travail accompagnant le développement du commerce mondial et la recherche de maximisation du profit global pour les actionnaires des firmes multinationales. Toutes deux ont été un obstacle au développement de réponses rapides à la prolifération du virus ; on a pu en effet constater l'irrationalité absolue des chaînes de valeurs mondialisées pour la fourniture de biens essentiels en cas de pandémie (masques, tests, médicaments, petits matériels)¹⁵, qui plus est dans un contexte où un risque élevé de ce type

¹⁴ Sur l'impact écologique du « capitalisme vert » et l'usage des biotechnologies, les agro-techs, en agriculture, cf. Tordjman, 2021.

¹⁵ « Pourquoi la France administre-t-elle si peu de tests : en partie parce qu'elle a poussé la délocalisation des chaînes de valeur beaucoup trop loin ; les Allemands produisent eux-mêmes les réactifs pour leurs tests, pas nous. » (Aghion, 2020). En France, la dépendance à l'offre étrangère via les chaînes de valeurs internationales est particulièrement forte dans l'industrie où elle atteignait plus de 30% en 2014, et celle par rapport à la Chine a été

de crise pouvait être anticipé du fait de la récurrence avérée de ce type d'épidémies¹⁶. Cette récurrence ces dernières années d'épidémies de types proches de celle du coronavirus, et l'existence en France notamment d'un Plan pour y faire face (Bergeron et alii, 2020), démentent qu'il s'agisse là d'un événement imprévisible.

Enfin et surtout, quelles que soient les origines exactes du SARS-CoV-2, la covid-19 n'est devenue crise multi-dimensionnelle à l'échelle mondiale qu'en raison de la crise préexistante des systèmes de santé publique soumis, en vertu de l'idéologie néolibérale, à des politiques économiques d'austérité drastique et de privatisation, ainsi qu'à une gestion bureaucratique indexée aux règles du « nouveau management public ». Une comparaison entre la France et l'Allemagne montre à l'évidence que son impact létal est corrélé à l'état des systèmes publics de soins, état lui-même en rapport avec les réquisits du néo-mercantilisme en matière fiscale et de la globalisation financière en matière monétaire. La situation déliquescence du système hospitalier public en France, mise en évidence bien avant la pandémie par les mouvements sociaux des personnels hospitaliers, est sans doute responsable d'une bonne partie de la différence de létalité avec l'Allemagne¹⁷. Plus généralement, la crise sanitaire ne serait pas une crise aussi grave qu'elle l'est aujourd'hui si les systèmes de santé, notamment dans les pays les plus riches, n'avaient pas été sous-financés, dévalorisés et victimes de la bureaucratisation néolibérale (Hibou 2012 et 2013).

La crise sanitaire du covid-19 n'est donc pas un choc exogène ; c'est bien une crise endogène au système capitaliste néolibéral, financiarisé, mondialisé et dérégulé, et au néo-mercantilisme et à l'extractivisme qui caractérisent ce système (Aglietta et Khanniche 2020, Boyer 2020, Wallace et alii 2020, Morvant-Roux et alii, 2020). La covid-19 n'est pas un ennemi extérieur, un envahisseur, qui nous attaquerait ; elle est une sorte de cancer social, la résultante de processus propres, endogènes au capitalisme néo-libéral tel qu'il s'est imposé à partir des années 1980. La crise générale qu'elle a engendré est la première manifestation d'ampleur globale de la crise écologique dont le capitalisme néolibéral continue de dénier les risques d'occurrence ou pense qu'elle pourra être évitée simplement en mobilisant des innovations technologiques. Or on vient de le vivre, celles-ci n'ont pas été au rendez-vous tout au long de l'année 2020, et les dégâts sociaux et individuels de toute sorte provoqués par le « grand confinement » ne pourront surement pas être réparés uniquement par des nouvelles technologies. Enfin, avec le problème des variants et surtout l'impossibilité de vacciner l'ensemble de l'humanité dans le cadre du modèle économique néolibéral, on peut s'interroger sur la capacité de vaccins à éradiquer la pandémie (Bollyky & Bown, 2020a et b).

Aussi, pour éviter de telles crises à l'avenir, faut-il s'attacher à mieux « comprendre comment l'humanité s'est conduite elle-même dans un tel piège » (Wallace et alii, 2020).

3. La crise sanitaire, dernière phase d'une crise financière structurelle du capitalisme néolibéral ?

multipliée par 6 entre 1995 et 2014 (Reshef et Santoni 2020). Il faut y ajouter la dépendance directe à l'égard des importations de biens de consommation. Selon Geschel, Martinez et Mejean (2020), une baisse de la productivité de 10% dans l'ensemble des secteurs en Chine, conduirait à une chute du PIB français de 0,27%, « ce qui est considérable » compte tenu des taux de croissance anticipés actuels qui sont largement inférieur à 1%.

¹⁶ Sur l'impréparation bureaucratique, en dépit des précédentes alertes épidémiques, et sur la panique des dirigeants politiques qui en a résulté dans le cas français, voir Bergeron et alii 2020. Voir également Hirsch 2020.

¹⁷ Malgré une forte reprise de la pandémie en Allemagne, au 4 janvier 2021 on y comptabilisait 1.796.216 cas de covid et 35.748 décès pour environ 83 millions d'habitants, alors qu'en France on dénombrait 2.659.750 cas dont 65.415 décès pour environ 67 millions d'habitants. (à actualiser)

“A deep recession is inevitable. (...) It is already clear that the answer must involve a significant increase in public debt. The loss of income incurred by the private sector — and any debt raised to fill the gap — must eventually be absorbed, wholly or in part, on to government balance sheets. Much higher public debt levels will become a permanent feature of our economies and will be accompanied by private debt cancellation. It is the proper role of the state to deploy its balance sheet to protect citizens and the economy against shocks that the private sector is not responsible for and cannot absorb.” (Draghi 2020)

C'est dans cette perspective que nous nous risquons à poser l'hypothèse selon laquelle l'actuelle crise sanitaire n'est rien d'autre que la phase IV, ultime, de la crise générale structurelle du capitalisme néolibéral déclenchée en 2007 par la crise des *subprimes* aux Etats-Unis (phase I), et qui s'est poursuivie par la crise des dettes souveraines dans la zone euro (phase II) et la crise des dettes privées externes des pays émergents (phase III).

Inscrire la crise d'aujourd'hui dans cette série, dans cette suite de stades par lesquels la crise du capitalisme néo-libéral financiarisé et mondialisé s'est approfondie et a muté en une crise générale de dépression par les dettes et la déflation, conduit à deux considérations :

- De la phase I à la phase III, la crise financière est cumulative, elle s'étend car dans chaque phase, seuls les symptômes de la « maladie de la dette » concernée sont traités, et la thérapie n'aboutit qu'à repousser le mal ailleurs dans l'espace mondial et sur une autre catégorie de dette (*hedging*);
- Pour la phase IV dans laquelle on est aujourd'hui, on doit se demander quelle est la nature de la dette plus particulièrement dévoilée par la crise sanitaire, et tenter d'élucider la spécificité de sa maladie, d'en faire le diagnostic, par comparaison avec celles des phases précédentes, pour envisager les évolutions et traitements possibles.

Les trois premières phases de la crise générale du capitalisme financiarisé globalisé

De la phase I à la phase III, d'une crise initiée au départ en 2007-2008 aux USA et concernant l'endettement des ménages, on passe d'abord à une crise initiée en 2010-2011 dans l'Union européenne (zone euro) et concernant les dettes dites souveraines des Etats, puis à une crise en 2015-2016 de l'endettement externe des entreprises dans divers pays émergents dont la Chine. Ces différences de lieux, de moments et des types de dettes fauteuses de trouble témoignent de la diversité des capitalismes, en ce cas relativement aux points de plus grande faiblesse de leurs systèmes financiers ; elles n'empêchent pas néanmoins que, dans chaque phase, du fait de la liberté de circulation des capitaux et de possibles effets d'éviction entre les divers types d'endettement, l'ensemble du monde est impacté comme le montre l'enchaînement des crises.

Dans aucune de ces trois phases, des réformes s'attaquant aux racines des déficits institutionnels mis à découvert par la crise n'ont été entreprises.

Dans la première période, conformément au « régime néolibéral » où « l'intervention des autorités politiques et monétaires consiste à privatiser les gains et socialiser les pertes » (Aglietta et Khanniche 2020), le sauvetage du système financier aux Etats-Unis d'abord, puis dans les autres pays contaminés, a consisté à transformer des dettes privées impayables en dettes publiques. D'où une très grande pression sur les finances publiques qui a rapidement conduit à des crises de dette publique dans la zone euro et à une crise de l'euro lui-même ; selon le modèle métaphorique de Machiavel et de Fisher, la maladie de la dette s'est transformée en maladie de la monnaie faute d'intervention publique rapide et adéquate.

Dans cette phase II, la crise de l'euro a conduit au renforcement des politiques d'austérité dans l'Union européenne et à un désendettement des Etats-membres en quête de crédibilité de leurs « dettes souveraines ». Ces politiques récessives et procycliques ont alors fortement renforcé les tendances à la baisse de la demande mondiale de biens et services et de la demande de crédits. D'où cette fois une réorientation des mouvements internationaux de

capitaux, d'ordre largement spéculative (obligations à haut rendement et crédits privés de la part du *shadow banking*), vers les dettes privées externes des entreprises, principalement des pays émergents dont la Chine. Dans un contexte de grande récession, ces dettes qui supportent un double risque de taux d'intérêt et de taux de change, et donc des *spreads* élevés par rapport aux emprunts publics, après avoir atteint un pic très élevé en 2015, se sont révélées difficilement soutenables économiquement et financièrement ; en 2016 notamment, la Chine connaît un krach sur ce type de dettes, la banque centrale chinoise devant les racheter en masse en puisant dans ses réserves de bons du trésor US pour soutenir sa monnaie. Cette crise est largement restée inaperçue du grand public, en comparaison des deux autres, dans la mesure où les risques de défaut sur ce type de dettes ne semblent pas impacter les systèmes bancaires nationaux ; on peut ainsi parler d'une *shadow crisis*. Néanmoins, c'est dans cette phase III que la dette externe des entreprises devient « le cœur des vulnérabilités financières accumulées dans le secteur privé » (en 2019, 50% des obligations à haut rendement des sociétés, contre 34% en 2008, sont notées au plus bas par les agences de notations). C'est donc « une finance dont la structure a été profondément transformée et qui souffre de vulnérabilités multiples qui affronte la crise pandémique » (ibid.).

Au total, il s'avère que la « doctrine » financière néolibérale « entraîne une trajectoire d'augmentation à long terme de l'endettement dans les nations qui y sont soumises » et que 'l'originalité des dix années qui ont suivi la grande crise financière (de 2008) est la généralisation mondiale de cette logique. » (ibid.)

« Au lieu de se réduire après la crise, la dette totale des pays avancés (secteurs public et privé) est passée de 250 % de leur PIB en 2008 à 268 % en 2019 (...) ; celle des pays émergents de 119 % à 189 %. Les pays émergents ont largement contribué à la trajectoire ascendante de l'endettement après la crise financière. En outre, l'essor de l'endettement dans le secteur privé a basculé d'un *momentum* polarisé sur les ménages des pays avancés, principalement des États-Unis, dans la première décennie du siècle, à une expansion de la dette des entreprises non financières, surtout focalisée sur les pays émergents, dans la deuxième décennie. (...) La dette des entreprises est donc devenue le cœur des vulnérabilités financières accumulées dans le secteur privé. » (ibid.)

Tout s'est donc passé comme si le jeu avait consisté à se repasser le mistigri du surendettement entre ménages étatsuniens, Etats européens et entreprises des pays émergents dont principalement la Chine. Les fragilités se sont étendues à l'ensemble des dettes et accumulées, l'accroissement de dettes privées externes des entreprises émergentes n'empêchant pas que tant les dettes privées des ménages US que les dettes publiques des Etats de l'UE restent à des niveaux eux-aussi excessivement élevés¹⁸. Sous cet angle, on peut interpréter la pandémie du coronavirus comme un dernier transfert de ce mistigri par la Chine à l'ensemble du monde, et donc parler d'une menace de pandémie du surendettement.

Une nouvelle phase spécifique de crise de suraccumulation de dette sociale par l'Etat

La phase IV dans laquelle nous sommes aujourd'hui est toutefois spécifique car elle n'a pas été initiée par une crise financière endogène comme ont pu l'être les trois phases précédentes, son fait générateur n'étant pas proprement économique, au moins apparemment. Nous pensons pourtant pouvoir la considérer comme une crise d'endettement. Cela implique évidemment de prendre nos distances par rapport à l'imaginaire économique et financier de sens commun qui assimile toute dette à un dette d'origine contractuelle, contractée auprès

¹⁸ Selon *Le Monde* du 17/10/2019, au premier trimestre 2019, « la dette totale des entreprises (hors secteur financier) culminait à 91,4 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, en hausse de 20 points sur vingt ans, selon l'Institut de la finance internationale (IFI), une organisation regroupant les grands établissements financiers. Elle est désormais plus élevée que celle des gouvernements (87,2 % du PIB, en hausse de 30 points depuis 2000), et que celle des ménages (59,4 %, en hausse de 16 points). » On voit néanmoins que ce sont les dettes publiques qui ont le plus augmenté.

d'institutions financières et négociable sur un marché. Mais est-ce là le seul type concevable de dette ? Certes pas si on adopte un point de vue socio-anthropologique qui ne réduit pas toute société à son économie et celle-ci à une économie marchande. Certes pas si dans une perspective d'économie institutionnelle, on tient compte de la place encore très importante que jouent dans nos sociétés actuelles les principes économiques d'intégration sociale par la répartition (redistribution/prélèvement) et la réciprocité (don/contredon).

Ces principes, en effet, sont tout aussi générateurs de dettes que l'échange marchand, car comme dans celui-ci lorsque le paiement se fait à terme¹⁹, toute prestation y appelle sa contrepartie, laquelle devient dette dès lors qu'il n'y a pas simultanéité du reçu et du rendu, ce qui est le cas dans l'obligation sociale de payer l'impôt ou de rendre un don après l'avoir accepté. En revanche, à l'inverse des dettes négociables sur un marché, ces dettes n'ont rien de contractuel, elles sont tutélaires et non remboursables : ce sont des dettes d'appartenance à des groupements sociaux faisant autorité (familles, clans, communes, communautés religieuses, Eglises, associations, nations, Etats). Par ailleurs, elles ne sont pas fondées sur une équivalence entre le distribué/donné et le rendu, et le paiement ne permet pas de couper la dette, de s'en affranchir, bien au contraire il la relance en l'honorant.

Ces types de dette occupent une place importante en anthropologie. Ils y sont référés à la notion de « dette de vie » qui renvoie au fait que les humains sont mortels et sexués, mortels parce que sexués²⁰, deux traits fondamentaux de l'humanité que la symbolique économique néo-classique qui est au cœur de l'idéologie néolibérale a passé par pertes et profits. Les humains, en effet reçoivent la vie en naissant, la donnent en procréant et la rendent en mourant. Ils sont en outre dotés d'une capacité à symboliser qui leur est spécifique dans le monde vivant, ce qui fait que pour l'humain, la reproduction sexuée et la mort ne sont pas réductibles à la reproduction de la « vie en elle-même » (*zoe*), mais sont porteuses de sens, d'affects (amour), de croyances, de valeurs (*bios*). La dette de vie est ainsi une représentation symbolique, une croyance en un endettement originel de l'homme vis-à-vis d'autorités imaginaires ou rééllisées représentant l'en-deça et l'au-delà de la vie. Cette représentation s'incarne, différemment selon les sociétés, dans des pratiques sociales régies précisément par les principes de répartition et de réciprocité.

La dette de vie est ainsi inséparable de l'autorité souveraine, tutélaire et protectrice, qu'on imagine éternelle, car immortelle et source ultime de la vie. Il en résulte qu'elle peut être considérée comme étant à l'origine de la monnaie, comme l'illustrent maintes monnaies sacrificielles et cérémonielles. Elle est de la sorte au cœur de la reproduction des sociétés, toute société, tout groupement, assurant sa pérennité par-delà la mortalité de ses membres en entretenant et développant son « capital-vie » global et en le transmettant entre générations (Aglietta et alii 2016-1998, Théret 2008 et 2009).

Dans l'Etat démocratique référé à l'autorité souveraine du peuple, cette dette de vie prend la forme de la « dette sociale », dette-devoir de protection de l'Etat à l'égard du peuple souverain qui lui délègue sa souveraineté²¹. Cette dette, composée de droits sociaux honorés sous forme de dépenses sociales pour la santé, l'éducation, la sécurité, etc. a pour contrepartie

¹⁹ L'économiste institutionnaliste John R. Commons considère qu'une transaction marchande ouvre deux formes réciproques de dette, une dette de performance (livrer la marchandise) et une dette de paiement (pour compenser et sanctionner le transfert du droit de propriété sur la marchandise livrée). Ces dettes ne transparaissent que si on ne paie pas comptant un bien déjà produit.

²⁰ Voir Jacob (1970) sur l'importance de la sexualité et de la mort par vieillissement dans l'évolution de l'espèce humaine.

²¹ Parler de dette sociale, en reprenant la notion de Durkheim et des « solidaristes », est une manière d'aborder la question de la biopolitique sous son aspect économique, en partant de l'idée que toute société est un tissu de dettes-crédances de divers types. Et poser l'hypothèse de la dette de vie conduit à considérer que dans toute société, il y a une biopolitique, mais que celle-ci n'apparaît en tant que telle que dans les sociétés différenciées où le politique est différencié du religieux, de l'économique et du domestique.

des prélèvements fiscaux ou parafiscaux. La dette sociale a ceci de particulier que la communauté de ses débiteurs se confond avec celle de ses créanciers ; c'est une dette mutuelle. La dette sociale est aussi en effet créance sociale, chaque citoyen, membre du souverain, étant à la fois créancier et débiteur, et le bilan global en est a priori à tout moment égal à zéro, même si le montant total des actifs et donc aussi des passifs, augmente quant à lui avec la population et la qualité de sa protection collective. Les bilans individuels, en revanche, qui sont variables dans le temps en fonction de la phase de la vie de chacun et des principes de justice distributive qui régulent la société et légitiment l'existence de pouvoirs chargés de tenir les comptes, peuvent être positifs, négatifs ou nuls et ne doivent jamais être soldés pour que la société continue son cours²². La reproduction au jour le jour comme à long terme du « capital-vie » d'une population formant une société souveraine passe par le bouclage du circuit économique de ses finances publiques. L'émission par l'Etat, ou d'autres pouvoirs publics, de monnaies de paiement gagées sur des anticipations d'impôts, et dont le reflux dans les caisses du Trésor public passe par le paiement effectif de ceux-ci, trouve dans ce circuit sa rationalité et sa légitimité.

Dans cette perspective, la crise pandémique actuelle peut être qualifiée de crise de la dette sociale de protection contractée par les Etats à l'égard des peuples souverains, dette accumulée pendant les presque quarante dernières années de régime néolibéral, en même temps que croissaient la masse et la charge de la « dette souveraine » de ces mêmes Etats vis-à-vis des marchés financiers. La pandémie et l'incapacité des Etats à lui apporter des réponses proprement sanitaires, met en évidence l'existence de cette dette sociale non soldée à l'égard de leurs créanciers qui, en France dès avant la pandémie, en réclamaient déjà le paiement. Le moment paroxystique de la crise où la décision de confiner plus ou moins drastiquement la population a été prise, en arrêtant une grande part de l'activité économique tout en soutenant les revenus, exprime un retour du refoulé, l'idée que la dette sociale est la source essentielle de la légitimité de l'Etat. Mais cette prise de conscience est paradoxale puisque les mesures de protection sont financées par un surendettement public, ce qui, à terme, ne peut, toutes choses égales par ailleurs, que relancer les politiques d'austérité et une crise déflationniste.

On entrevoit alors pourquoi cette phase IV de la crise globale du capitalisme néolibéral peut être vue comme sa crise ultime. La crise étant généralisée et simultanée à l'ensemble des épicentres des crises des trois phases précédentes (Etats-Unis, Europe, Chine et émergents), zones auparavant touchées séparément et à la suite l'une de l'autre, il est fort probable que les institutions financières actuelles, tant internationales que nationales, n'aient plus les moyens de restabiliser le système conformément au régime libéral de socialisation des coûts et privatisation des bénéfices.

A contrario, dans la mesure où il est fondé d'associer la maladie actuelle de l'endettement social des Etats à la maladie de la monnaie propre au régime financier libéral, à savoir la carence de monnaie qui ne soit pas un actif financier porteur d'intérêt (du fait de la répression monétaire des Etats), on peut en déduire que traiter la maladie de la dette sociale ne peut se faire qu'en traitant préalablement cette pathologie monétaire. On reviendra sur ce point. Auparavant il nous faut chercher à comprendre et expliquer l'origine et la nature du surendettement social des Etats.

²² L'autorité souveraine en démocratie, le peuple, est créancier de la dette sociale mais il en est aussi le débiteur, car du fait que son capital-vie est protégé et reproduit indéfiniment, il doit en contrepartie honorer cette dette par des paiements récurrents. Ces contributions sont centralisées et redistribuées en fonction des capacités contributives, d'un côté, et des besoins de protection, de l'autre, des divers individus membres du peuple.

4. La crise de la covid-19 en tant que crise financière de surendettement social des Etats due aux reconceptualisations néolibérales de la santé mentale et corporelle et à la biomédicalisation du monde de la vie.

« Un monde matérialiste comme le nôtre, qui a sacrifié les grands systèmes de sens et les rituels, a mis dans les mains de chacun le sentiment d'être maître de son destin. On ne peut plus se reposer sur les croyances collectives lorsque l'incertitude rejaillit ou qu'advient la peur de ne plus faire partie de la communauté ... (...) La quête aujourd'hui massive d'estime de soi (...) traduit notre besoin d'être rassuré sur notre capacité à être accepté. Gagner en estime de soi (...) est la réponse de notre société individualiste à la perte de lien social et de sens. Mais cette inflation d'ego ne remplacera jamais un système de valeurs partagées. (...) cette civilisation qui promettait le bonheur pour tous par le confort est intenable. » (Bohler 2020b)

La bioéconomie du corps humain est « l'expression ultime du capitalisme qui se nourrit des promesses et des espoirs portés par les innovations biomédicales. (...) A l'échelle individuelle, chaque maladie, chaque défaillance physique, chaque souffrance et chaque mort représente autant de drames qui justifient en eux-mêmes tous les traitements et toutes les expérimentations. Lorsque ni la religion ni l'adhésion à un corps politique ne peuvent donner un sens au tragique de l'existence, seules les promesses portées par les avancées biomédicales semblent une réponse à l'angoisse et à la douleur. Or, dans un monde marqué par le vieillissement et par le culte de la santé parfaite, la somme des tragédies individuelles est exponentielle et donc théoriquement illimitée. (...) La valorisation de la vie biologique individuelle participe de la dépolitisation des sociétés occidentales. (...) A longue échéance, le repliement sur soi et l'idéal de la santé parfaite risquent finalement de conduire à la désintégration du corps social. (...) Le plus grand danger du biocapital : (c'est de) faire croire que la vie individuelle peut s'épanouir en dehors du lien social qui lie les corps les uns aux autres » (Lafontaine 2014).

Si la santé, en tant que composante essentielle de la dette de vie, est au cœur de la légitimité des Etats, comment expliquer l'état actuel de déliquescence des systèmes de santé publique dans les Etats néolibéraux où la souveraineté du peuple est pourtant mise en exergue ? L'explication économique par des coupures budgétaires et l'impact de la bureaucratisation néolibérale est pertinente, mais insuffisante, ne serait que parce qu'elle peut s'appliquer à divers types de dépenses publiques et laisse de côté la question de leur légitimité. Pour comprendre le désengagement financier de l'Etat néolibéral de cette fonction cruciale pour sa légitimation qu'est la bonne santé des membres du corps politique, c'est sur les conceptions néolibérales de la santé qu'il faut interroger. Divers travaux de sciences sociales montrent en effet que la santé a été profondément redéfinie depuis les années 1970, et suggèrent que c'est là, sans doute, un élément clef pour comprendre le processus néolibéral de dévalorisation de la dette sociale et expliquer sa suraccumulation dont la crise de la Covid-19 est l'expression.

C'est alors sur la notion de privatisation de la santé qu'il convient de revenir. Cette privatisation a pris plusieurs formes : la plus visible et étudiée est passée par la pénétration de la logique économique capitaliste dans l'ensemble du système hospitalier ; d'autres, plus dissimulées et moins analysées, ont trait à la privatisation de la notion de santé elle-même, passant par sa redéfinition et sa réduction à une santé individuelle différenciée en deux niveaux qui ont fini par se rejoindre, le mental et le biologique. C'est sur ces dernières que nous allons nous attarder un instant, car il s'agit là d'un aspect peu exploré, surtout dans le monde francophone, du processus de développement du capitalisme néolibéral et de sa financiarisation, bien que crucial pour comprendre la forme inédite de sa maladie actuelle.

Une santé mentale incorporée (« somatisée »), désocialisée, et constitutive d'une nouvelle conception de la santé de l'individu souverain.

Alain Ehrenberg, mais aussi Nikolas Rose dans le monde anglophone²³, ont montré qu'à partir des années 1970, la santé mentale avait été redéfinie en même temps qu'était promu et

²³ On suit librement ici principalement Ehrenberg 1998 et 2013, et plus accessoirement Rose 2003.

prenait chair dans le monde réel l'idéal-type néolibéral de l'individu autonome, propriétaire de lui-même, capable de s'auto-activer et autocontrôler. Dans le nouveau paradigme, « être en bonne santé mentale, c'est être capable d'agir par soi-même de façon appropriée », c'est être un individu souverain qui a pris acte que l'avenir est nécessairement « instable et incertain », et y fait face. Aussi, le risque de maladie mentale n'est-il plus endogène à l'individu autonome, il réside dans sa socialisation, la santé mentale étant « un équivalent de la bonne socialisation ».

Dès lors que l'autonomie de l'individu « occupe le statut d'une valeur suprême », apparaît « une *nouvelle morbidité* de nature comportementale » dont le modèle est la dépression, reconceptualisée en tant que « pathologie de l'émancipation individuelle » ; celle-ci, avec d'autres « "réactions physiologiques" aux attentes de l'autonomie », comme différentes formes d'anxiété, va constituer « le vaste domaine de la santé mentale ». Mais cette nouvelle morbidité ne relève pas seulement du domaine (traditionnel) de la maladie mentale, elle s'étend au domaine général de la vie sociale, dans le travail, l'éducation et la famille, et à ses maux.

La dépression, « pathologie très récidivante ou à tendance chronique » est la maladie de ceux qui se révèlent incapables de faire face à l'injonction d'autonomie. Elle touche à divers degrés les individus qui ne sont pas aptes ou préparés à affronter seuls, ou sans prothèses, un avenir conçu comme nécessairement « instable et incertain » ou à se conformer à l'idéal de l'individu entrepreneurial autorégulé. Comme les maux de l'autonomie sont « le rappel de l'existence d'une dimension passionnelle de la vie sociale » et qu'il est difficile d'éliminer ces éléments passionnels, la bonne santé individuelle implique une prise en charge de ces « pathologies de la vie de relations qui invalident la liberté du sujet atteint » que sont la dépression et les autres syndromes de même type. Par chance, parallèlement à la redéfinition de la dépression par la psychiatrie (dans les années 1970), « l'industrie pharmaceutique lance une nouvelle génération de molécules » « sans danger et confortables », qui permettent de calmer les passions irrationnelles et autres angoisses des sujets dépressifs, sans pour autant les abrutir, et donc en les maintenant actifs et capables d'autodiscipline. La conception nouvelle de la maladie mentale ouvre ainsi d'énormes débouchés à l'industrie pharmaceutique qui ne manque pas de les exploiter, notamment en étendant le champ des diagnostics des « pathologies de relations » pour élargir le marché des antidépresseurs et autres anxiolytiques, avec la complicité rémunérée des psychiatres étatsuniens regroupés dans l'association américaine de psychiatrie (APA) ; celle-ci publie notamment, en l'actualisant régulièrement, un *Manuel statistique et diagnostique des troubles mentaux* (DSM) qui est le fruit d'« une co-production de la maladie, du diagnostic et du traitement » et sert de référence pour les psychiatres du monde entier²⁴. Et quand le rôle des industries pharmaceutiques dans le développement du nouveau modèle de santé mentale devient prédominant que les frontières entre santé mentale et santé générale se brouillent, des symptômes de comportement auparavant nullement considérés comme pathologiques sont désormais diagnostiqués comme tels, avec les traitements correspondants.

C'est là une conception de la santé mentale qui n'est pas sans lien avec l'idéologie néolibérale. En effet, l'individu y est considéré comme souverain, et la société est le problème, pas la solution. La vie en société est par essence pathogène ; placée sous l'empire des passions et de l'incertitude, elle entrave l'épanouissement du Moi autorégulé de l'individu

²⁴ « De nombreuses personnalités de la psychiatrie américaine - et mondiale - agissent comme consultants pour les compagnies pharmaceutiques, dépendent d'elles pour le financement de leurs recherches, participent aux essais cliniques, aux tests et à l'évaluation de leurs produits, font partie des comités chargés de réviser et d'actualiser les critères de diagnostic, conseillent les autorités d'homologation sur l'acceptabilité et le risque des médicaments, et ont même des intérêts financiers et des parts dans les compagnies elles-mêmes." (Rose 2003) Pour une approche critique des DSM, cf. Adam (2012) et St-Onge (2014).

autonome. Aussi diverses formes « d'accompagnement » « éventuellement sur la durée d'une vie » - soit des produits, des personnes ou des organisations -, sont-elles nécessaires pour que l'individu qui se veut entrepreneur de lui-même soit capable de faire face individuellement aux difficultés de la vie liées à sa socialisation. La figure de l'individu autonome est donc moins une réalité immédiate qu'un idéal à faire advenir en changeant les institutions. Faire advenir cet individu autonome en bonne santé mentale exige d'éliminer la dimension passionnelle de la vie sociale ; pour ce faire, la thérapie consiste moins à arbitrer des conflits internes à la personne ou entre personnes qu'à les mettre à distance pour « faciliter institutionnellement l'action individuelle » – ce que font très bien les antidépresseurs. Car c'est en facilitant l'action individuelle et en entravant l'action collective motivée par la nécessité de régler des conflits, que la vie sociale peut être dépolitisée et dépassionnée et l'Etat réduit à un accompagnement²⁵.

Par ailleurs l'individu autonome qui se veut souverain se leurre, car il n'est pas « tout puissant ou libre de faire ce qui lui convient », il doit se conformer en permanence au modèle de l'entrepreneur de soi-même, ou alors, en cas de difficulté, se soumettre aux instances accompagnatrices qui, « par des voies multiples, pharmacologiques et psychothérapeutiques, mais aussi sociopolitiques », ont pour mission et règle commune de produire une individualité conforme au modèle. Car hors de ce modèle, point de salut ; ce n'est pas « un choix que chacun peut faire de manière privée, mais une règle valable pour tous sous peine d'être mis en marge de la socialité. »²⁶ Du fait de ces accompagnements, de la règle de référence, la liberté du sujet est perdue ; il ne reste à l'individu d'autre choix que le choix rationnel dépassionné, le calcul des intérêts, une rationalité instrumentale désobjectivée. On retrouve ici le modèle néoclassique de l'économie de marché autorégulée où des individus autonomes, prétendument souverains et mobilisés par la maximisation de leur intérêt propre, sont soumis à la loi du marché (la véritable autorité souveraine). On retrouve aussi dans l'idée d'aide au retour dans le droit chemin de l'autonomie individuelle, l'idéal libéral classique de la bienfaisance destinée à s'autodétruire par la remise des pauvres au travail.

Il existe ainsi une très grande parenté entre le modèle de la bonne santé mentale et générale de l'individu entrepreneurial autonome et le modèle économique libéral de *l'homo œconomicus* maximisant rationnellement son intérêt individuel ; dans les deux modèles, les individus sont autonomes et le comportement sain de tous les individus conduit au bonheur de tous, dès lors que tout le monde optimise son intérêt individuel en respectant le cadre du modèle et la règle qu'il édicte. Et dans les deux cas, c'est la règle qui est souveraine, celle de l'individualité active autorégulée, et celle du marché efficient et autorégulateur. Enfin dans les deux cas, l'idéal-type a vocation à être performé, à rentrer dans les faits, à être institué. S'il ne fonctionne pas, s'il est source de maladie mentale ou de crise économique, c'est son environnement qu'il faut modifier, pas le modèle lui-même qui est de l'ordre de l'intouchable, du sacré. Il faut inventer un nouveau médicament ou ajouter un nouveau marché.

Notons enfin, avec Nikolas Rose, que la redéfinition néolibérale de la santé mentale en termes d'individualité entrepreneuriale et autoréférentielle s'est accompagnée de nouvelles formes de la socialité ou de l'identité et de la citoyenneté. Rose, en accord avec l'analyse d'Ehrenberg mais la jugeant trop culturaliste, met l'accent sur les dimensions somatiques, corporelles, de la nouvelle norme néolibérale. Il développe dans cette perspective un concept

²⁵ L'Etat néolibéral prend alors la forme de *l'enabling State*, l'Etat capacitant aux Etats-Unis (cf. Gilbert & Gilbert, 1985 ; Gilbert, 2005), ou celle de l'« Etat social actif » en Europe (cf. Vielle, Pochet et Cassiers (dir.) 2005).

²⁶ Ainsi l'individu, sauf à être considéré comme malade mental, n'est pas libre de ne pas rechercher coûte que coûte son autonomie et de lier à sa convenance des relations sociales limitatrices de sa liberté afin de se rassurer face à l'incertitude de l'avenir.

d'« individualité somatique » articulant la question de la santé mentale à celle de la santé corporelle et biologique. Pour Rose, être un individu "somatique", c'est codifier ses espoirs et ses craintes en fonction de son corps biomédical (c'est-à-dire compris à travers le langage de la biomédecine contemporaine), et essayer de se réformer, de se soigner ou de s'améliorer en agissant sur ce corps. » C'est « comprendre ses troubles et ses désirs en termes de fonctionnement intérieur "organique" de son corps, et de chercher à le remodeler - généralement par des interventions pharmacologiques. » Au lieu d'être « cartographiés sur un espace psychologique » ces affections le sont maintenant « sur le corps lui-même, ou sur un organe particulier du corps - le cerveau. »

Ainsi, « les conceptions contemporaines de la santé et de la maladie sont largement posées en termes de dysfonctionnements corporels traitables » et la bonne santé des individus, dépassionnée, n'a trait qu'à la « vie en elle-même » (ce que certains appellent la « vie nue ») et à son entretien. Par là-même s'opère une redéfinition exclusive de l'identité et de la citoyenneté par le biologique. A « l'individu somatique » correspond une « biocitoyenneté », nouvelle forme de citoyenneté centrée sur une politisation de la santé individuelle et sur l'émergence de revendications identitaires liées à des questions d'ordre biomédical. Rose considère alors que « depuis la Seconde guerre mondiale, la santé des populations et le bien-être des individus ont pris le relais des grands projets politiques modernes pour s'imposer en tant qu'horizon collectif. » Il note également que cette évolution correspond au développement d'un biocapital, nouvelle forme de capitalisme qui a opéré une jonction avec les biotechnologies.²⁷

De la santé mentale à la « santé parfaite » de l'individu autonome « molécularisé », « mine à exploiter » par le capitalisme biomédical financiarisé (biocapital)²⁸

Dans le capitalisme extractiviste, depuis toujours, « le monde vivant dans son ensemble », en tant que matière première et force productive, est « considéré comme une mine à exploiter ». Aussi « le corps humain, dans sa vitalité biologique » est-il, par-delà la mise au travail des individus via le salariat, une mine de ressources biologiques (et notamment génétiques) susceptibles d'être transformées elles-aussi en valeur marchande et en capital économique, dès lors que l'état des représentations sociales l'autorise et que le développement technoscientifique de la biologie le permet. Or c'est le cas dans la phase néolibérale actuelle du capitalisme « où chaque individu est conçu comme un entrepreneur devant investir dans son capital biologique, et où on peut donc parler, comme le fait Céline

²⁷ Les travaux sur le biocapital, très influencés par Marx et Foucault, sont peu développés dans le monde francophone qui a été atteint par la vague d'innovations biotechnologiques avec un décalage significatif dans le temps (pour des raisons éthiques et culturelles). Voir néanmoins les travaux précurseurs de Jean-Pierre Gaudillière (2002), Thierry Bardini (2004), Nicolas Le Dévédec (2016). Le brevetage d'éléments et de produits du corps humain date de 1980 avec l'arrêt *Diamond vs Chakrabarty* de la Cour suprême US qui institutionnalise la propriété intellectuelle sur le vivant, complété par le *Bayh-Dole Act* qui permet aux chercheurs publics de créer des Start-up pour valoriser leurs connaissances de manière privée (Torjman, 2021). La porte n'est ouverte dans l'UE en la matière qu'en 1998 et en France qu'en 2004, et ce n'est qu'en 2015 que le pas de la brevetabilité d'un « produit obtenu par un procédé essentiellement biologique » est franchi (Bardini, 2020). Le travail de la sociologue Céline Lafontaine (2014), qui fait notamment une synthèse des travaux anglo-saxons, est plus qu'une très bonne entrée en la matière. Dans le monde anglophone, les travaux sont nombreux et certains font référence, notamment ceux de Rose déjà cité, de Kaushik Sunder Rajan (2006) et de Melinda Cooper (2008). Stefan Helmreich (2008) en propose un panorama d'ensemble et en fait une généalogie en distinguant deux grands courants, dont Cooper et Rose feraient la synthèse, un courant « marxiste féministe » se situant dans la filiation de l'anthropologue Marilyn Strathern, et un courant « marxiste wéberien » influencé par le sociologue Paul Rabinow, courants tous deux inspirés non seulement par l'économie politique de Marx mais aussi par la biopolitique de Foucault.

²⁸ On suit ici librement Lafontaine (2014) et Rose (2007).

Lafontaine, d'un « *corps-marché* ». Dans une période d'« individualisme triomphant et de logique identitaire désormais associée au culte de la santé parfaite », « le *corps-marché* constitue l'infrastructure économique de la *société postmortelle*, dans laquelle le maintien, le contrôle, l'amélioration et le prolongement de la vitalité corporelle sont devenus les garants du sens donné à l'existence. »

Mais c'est l'essor de la biologie moléculaire et du génie génétique qui a permis qu'en même temps que la santé mentale était redéfinie, se développent à la fois la nouvelle conception de l'« individu somatique » complétant la figure de l'individu entrepreneurial, et une bioéconomie fondée sur l'extension à la vie humaine de la logique capitaliste, productive et financière, de mise en valeur marchande de la « vie nue ». Ainsi sont nées dans un même mouvement la forme inédite de capitalisme qualifiée, selon les auteurs, de biocapitalisme, de capitalisme biomédical, ou encore de capitalisme génétique, et l'idéal de la « santé parfaite » fondé sur « l'optimisation des potentialités biologiques et corporelles des individus » et qui vient compléter celui de l'individu entrepreneurial.

En fait, c'est tout à fait logiquement que la forme première de la somatisation de l'individu entrepreneurial autoréférentiel associée à la nouvelle notion de santé mentale, en entraîne une seconde, la mise à disposition par cet entrepreneur de son corps, de sa « vie en elle-même », à d'autres entrepreneurs via divers marchés ou des pseudo-dons à une technoscience majoritairement soumise à la logique du biocapital. Cette seconde forme de « privatisation » de la santé concerne les champs dans lequel l'individu entrepreneurial doit ou peut investir ; elle ne concerne plus la seule dimension mentale des personnes (il est vrai tendanciellement réduite au fonctionnement biologique du cerveau) mais leurs corps « molécularisés » (Rose 2007), c'est-à-dire conçus comme des assemblages d'éléments autonomes, décomposables, et susceptibles d'être isolés, prélevés, remplacés, ajoutés. Le corps humain, en tant que matière organique, n'échappe plus à la mise en valeur capitaliste du vivant : « décomposé en une série d'éléments (gènes, cellules, organes, tissus), il est à l'origine d'un immense marché. Les limites de son exploitabilité sont sans cesse repoussées par l'industrie biopharmaceutique et la logique d'innovations qui gouvernent aujourd'hui la recherche biomédicale. » (Lafontaine 2014)

En pratique, l'idéal de santé parfaite, fondée au plan scientifique sur les promesses de la biologie moléculaire, constitue le socle sur lequel s'est déployé la bioéconomie et le biocapital. « Dans la mesure où les sciences du vivant ont complètement modifié la conception de la vie humaine », « l'identité à l'ère post-génomique est devenue plus *biologique* que jamais », et « la perfectibilité du corps humain, par le biais des biotechnologies » est apparue comme « l'ultime horizon du monde contemporain ». D'où le passage d'une médicalisation de la vie sociale, associée à la figure de l'individu entrepreneurial en bonne santé mentale, à sa biomédicalisation, associée cette fois à la figure de l'individu somatique animé par la promesse d'une santé parfaite.

Pour C. Lafontaine (2014), le concept de biomédicalisation recoupe cinq grands processus sociétaux liés entre eux par une logique d'influence et de co-construction réciproques, à savoir : I. Un processus de privatisation croissante de la recherche en santé sur la base d'une réorganisation des rapports entre les universités et les industries. Le brevetage, la marchandisation des recherches biomédicales et la course à l'innovation technoscientifique ont donné lieu à la mise en place d'un immense marché globalisé ; II. Un processus de « conception de plus en plus extensive de la santé » reposant « sur la surveillance, le diagnostic et l'identification des risques au niveau cellulaire et génétique » ; III. Un processus d'extension grandissante du rôle des technosciences dans l'organisation des systèmes de santé, dans la pratique clinique et dans l'orientation de la recherche ; IV. Un processus de démocratisation et de déprofessionnalisation du domaine médical qui traduit un nouveau rapport à l'information biomédicale et correspond à l'émergence de la biocitoyenneté ; V. Un

processus d'émergence de nouvelles représentations du corps et de l'individualité. Façonné par des valeurs consuméristes de bien-être et de performance, le corps est aujourd'hui l'objet d'une quête identitaire sans fin.

L'idée de « perfectionner le corps humain afin de le rendre plus performant » devient constitutive de l'individualité entrepreneuriale et somatique, quintessence de l'esprit du libéralisme économique dans sa forme la plus extrême, le libertarianisme. Comme pour la règle régissant les « accompagnements » de la dépression, l'idéal éthique de la santé parfaite n'est pas qu'un élément du cadre idéologique néolibéral ; il dessine les contours de programmes d'action à performer, d'institutions à faire advenir. Il définit un horizon, un à-venir désirable qu'on peut anticiper et sur lequel on peut parier et investir du capital. Il est la base de la financiarisation de la bioéconomie qui n'est autre qu'une « économie de la promesse ».

Il existe d'ailleurs un isomorphisme et une convergence entre les fondements technoscientifiques du capitalisme financier et ceux du capitalisme biomédical, car dans les deux cas il s'agit de concrétiser l'idéal, d'un côté, d'une société à l'équilibre général, grâce à l'institution d'un système complet de marchés et, de l'autre, d'un individu à la santé parfaite, grâce à l'institution d'un système complet de bio-objets lui servant de prothèses. Sans compter que ces deux idéaux partagent un modèle commun de la relation entre le micro-individuel et le macro-sociétal et se complètent dans l'entreprise d'actualisation de ce modèle dans la réalité. Dans les deux cas, il s'agit d'individus autonomes, d'humains en parfaite santé et donc sans passions et réduits à leur vitalité, leur « vie en elle-même », qui s'activent en s'autorégulant, mais dans le cadre d'une règle leur ordonnant de rester autonome, la socialité étant assurée par la loi du marché qui, sous la forme d'un système de marchés complets, à la fois autorégulés et régulateurs, assure la santé parfaite du corps social (« l'équilibre général ») ; ce modèle est censé pouvoir devenir réalité dès lors qu'il serait porté pas des entrepreneurs biocapitalistes s'activant, en tant qu'adeptes du « transhumanisme »²⁹, à rendre l'humanité immortelle et asexuée, sur le modèle de *l'homo œconomicus*, sa reproduction étant provisoirement prise en charge par une bioéconomie marchande, informatisée et financiarisée, jusqu'à ce que l'immortalité de tous rende inutile toute reproduction de l'espèce.

La définition de l'individu le réduit d'un côté, idéellement, à un *homo economicus* indifférencié, asexué et immortel, souverain propriétaire de lui-même, par la techno-science-économie qui est au cœur du capitalisme financier, et de l'autre, concrètement, à un individu somatique « molécularisé », dépouillé de son unité en tant que sujet, « réduit à un support biologique de la vie en elle-même », objectivé et décomposable en divers bio-objets séparables de son corps propre, par la technoscience biomédicale qui est au cœur du capitalisme génétique. Dans les deux champs également, les chercheurs scientifiques sont aussi destinés à devenir des capitalistes entrepreneurs-ingénieurs qui, en développant des marchés de produits financiers et biologiques, mettent à profit les « lois scientifiques » de l'économie financière et de la biologie qu'ils élaborent³⁰. Enfin, vu le caractère fortement spéculatif du capitalisme biomédical, il existe une forte interdépendance entre les deux technosciences, comme le montre le développement des *biotechs* et la financiarisation de l'industrie pharmaceutique³¹.

²⁹ Pour des analyses critiques du transhumanisme, cf. par exemple Pingeot 2017, Rey 2018.

³⁰ Ce qui suggère de rechercher ce qui, dans la théorie biologique, tient lieu d'équivalent à l'hypothèse d'efficience informationnelle des marchés (EMH) ou au modèle d'évaluation du prix des actifs financier (CAPM) qui sont au fondement de la théorie financière.

³¹ Sur la financiarisation de l'industrie pharmaceutique, cf. Lazonick et alii., 2017 et 2019. Les *biotechs*, quant à elles, fonctionnent presque exclusivement en levant des fonds de capital-risque.

L'idéal individualiste radical de la santé parfaite, la biomédicalisation du social³² et la financiarisation, selon le régime libéral de socialisation des coûts et de privatisation des bénéfices de la recherche et de la production en médecine et en pharmacie, ont alors débouché sur de nouvelles formes -« régénératrice », « prédictive », « personnalisée », etc.- de médecine, qui constituent autant d'élargissements de la notion de santé à l'échelle des individus, lesquels brouillent de plus en plus les frontières entre le normal et le pathologique, le permis et l'interdit, au profit d'une distinction entre le possible et l'impossible (Ehrenberg). L'idéal de la « santé parfaite » révèle ainsi une mutation profonde du capitalisme depuis le début des années 1980 qui va bien au-delà des transformations structurelles portées par le capitalisme financier et le capitalisme numérique sur lesquelles on est plus habitué à porter notre attention. Cette mutation, c'est l'apparition, en parallèle et en interdépendance avec les acteurs de la finance et du numérique, d'un biocapitalisme investi dans la vie humaine, préalablement réduite à sa dimension biologique, et qui a conduit à la transformation radicale qu'on vient de relater des pratiques médicales et des représentations de la santé mentale et physique, et donc de l'individu et de la société.

Au total, il semble bien qu'on soit aujourd'hui en présence d'un nouveau capitalisme informationnel (ou « cognitif ») bâti sur les trois piliers interdépendants de la finance de marché (banques systémiques et *shadow banking*, fintechs), du numérique (*GAFAM*, plateformes de type UBER, start-ups)³³ et du biomédical (*Big Pharma*, biotechs), capitalisme qui fait de l'information et de sa codification (financière, numérique, génétique) un nouveau fondement de la valeur marchande et de l'accumulation du capital³⁴, notamment par la création de droits de propriété intellectuelle sur différents biens et services transformés en ressources marchandes (dettes et données personnelles, corps vivants décomposés en multiples éléments - gènes, cellules, organes, tissus). Ce capitalisme, bien qu'étroitement liée à l'idéologie néolibérale, n'a pu se développer que grâce au soutien des Etats, et notamment

³² « Parce que le monde de la biomédecine naissante est aussi celui de la guerre froide et des circulations transatlantiques, cette recomposition des savoirs s'est faite " en regard de l'Amérique " et de son " complexe bio-médicalo-industriel ". Les biologistes et médecins français ont massivement utilisé les fonds, les savoir-faire ou les technologies américaines, sans s'aligner pour autant sur les pratiques d'outre-Atlantique. » (Gaudillière, 2002)

³³ Sur l'articulation du numérique au biomédical, il faudrait pouvoir consulter F. Thesmar et H. Charrondière Les GAFAM et les BigTech seront-ils les précurseurs de la New Health Economy ? décembre 2019, <https://www.lesechos-etudes.fr/etude/gafam-bigtech-sante/#fndtm-presentation> mais son prix de 3150 € HT est prohibitif. « Ces dernières années ont été marquées par la multiplication des initiatives stratégiques émanant des acteurs leaders de l'économie numérique et des fournisseurs d'infrastructures informatiques. Leurs domaines de prédilection : le Big data et l'Intelligence artificielle, mais aussi l'IoT, la digitalisation des dossiers patients et la distribution physique des produits de santé. Parmi les projets les plus emblématiques, figurent les partenariats qu'IBM Watson Health a récemment mis en place avec le MIT et le Memorial Sloan Kettering Cancer Center, l'alliance entre Apple et Novartis pour le lancement d'un premier essai clinique dans la sclérose en plaques via le ResearchKit® ou l'arrivée en Europe du fonds d'investissements Samsung Next qui cherche à investir voire à acquérir des start-up à la pointe de l'innovation, notamment dans le domaine de la e-santé... Google multiplie les projets via sa filiale Alphabet et ses différentes entités Calico, Verily (Project Baseline), Deepmind, Google Ventures... Amazon quant à lui accélère ses investissements, avec le rachat de la société américaine PillPack®, l'ouverture à Seattle de sa propre clinique de soins primaires et la mise en place d'une joint venture avec JP Morgan et Berkshire Hathaway dans le domaine de l'assurance santé. Sans oublier Apple bien-sûr, qui investit massivement dans les SI hospitaliers, la numérisation des dossiers patients et les fonctionnalités santé de son iWatch®. » (« Présentation : Une étude qui répond aux questions suivantes : Quels sont leurs ambitions et projets dans le domaine de la santé ? Quels sont les moyens engagés et les organisations mises en place ? Quels sont leurs partenaires et leurs stratégies d'alliances ? Vont-ils devenir des partenaires incontournables des acteurs historiques de la santé ? »).

³⁴ On parle de capitalisme informationnel car chacun de ses piliers est fondé sur le traitement (réduction du qualitatif au) quantitatif et une codification spécifique de l'information traitée : la finance est fondée sur l'hypothèse d'efficacité informationnelle des marchés en matière de prix, l'informatique l'est sur la théorie de l'information (à la Shannon) et le codage binaire ; la biologie génétique est fondée sur une théorie du codage de l'information génétique (sur ce point cf. Bardini, 2004, 2015, 2020).

de l'Etat fédéral américain, tant au niveau de la définition des droits de propriété intellectuelle sur les nouvelles ressources informationnelles et biologiques et leurs conditions d'usage, qu'en matière de dérégulation financière et d'« accompagnement » financier public massif de la recherche privée, soutien sur lequel les activités de lobbying des banques, des GAFAM et du biocapital ont attirés l'attention³⁵.

Qu'en est-il alors de la dette sociale ?

Que sont alors devenues les représentations de la dette de vie et de la dette sociale dans cette évolution du capitalisme ? Dans la représentation néolibérale de la santé mentale et de la santé parfaite, la dette de vie est toujours présente, mais elle est individualisée et autoréférentielle, l'individu entrepreneurial somatique se devant à lui-même d'entretenir son capital de vie ; la dette de vie est alors une dette mutuelle de l'individu vis-à-vis de lui-même, à l'égard de ce tout qu'est son Moi, et plus précisément à l'égard de son corps. On peut y voir une dette de l'esprit, en tant que capacité de se distancier de son corps par la pensée, à l'égard du corps : on se doit d'être un individu souverain pour s'estimer soi-même, on se doit de mobiliser sa capacité d'agir et d'investir dans sa propre vitalité.

En revanche, cette représentation est une dénégation de la métamorphose démocratique de la dette de vie en dette sociale, en dette d'interdépendance mutuelle appelant répartition et réciprocité. Cette dénégation passe par deux réductions : la réduction de la société à une collection d'individus autoréférentiels qui ne communiquent entre eux que par la médiation d'une règle qui s'applique à tous, celle du marché concurrentiel entre entrepreneurs autonomes ; et la réduction de l'individu à un corps biologique, l'esprit lui-même étant confondu avec le cerveau. En effet, toute dette de vie considérée comme dette d'appartenance ou dette d'existence³⁶ est conçue comme source de maladie mentale, source de mauvaise santé. C'est pourquoi « l'individualité est mise à l'épreuve *personnellement* et non en tant que membre d'une collectivité. » (Ehrenberg). Quant à la réduction de la dette de vie à la dimension biologique de la « vie en elle-même » - une « vie nue » rationalisable et instrumentalisable par le marché et le capital, elle est dénégation des valeurs associées à la vie sociale³⁷, dénégation de ce que la vie humaine soumise aux passions est plus qu'une vie biologique, dénégation du sens de la vie qui est au cœur de la raison de vivre, dénégation de ce qu'une « vie bien remplie » peut ne pas avoir peur de la mort.

On comprend alors qu'avec de telles conceptions de la santé et de la médecine, il n'y ait plus de place pour quelque notion de santé publique que ce soit. Ces évolutions qui, pour l'essentiel, ont leur origine aux Etats-Unis, en avance en la matière et qui ont ressourcé leur hégémonie grâce à elles, correspondent à des détournements par le biocapital des idéaux de la citoyenneté démocratique et de la bioéconomie écologique (Cooper, 2008) ; elles expliquent, conjointement à la financiarisation néolibérale et à l'informatisation de l'ensemble des activités, l'état actuel de délabrement de nos systèmes publics de soins et de recherche en matière de santé que la crise de la covid-19 met pleinement en lumière.

La crise de la covid-19 comme crise du modèle néolibéral de santé et source d'une nouvelle crise financière

³⁵ Pour ce qui est du biocapital, cf. Corporate Europe Observatory 2015 et Haury 2021. Une figure exemplaire représentative de cette triade capitaliste et de ses liens incestueux avec la puissance publique aux Etats-Unis est celle de Scott Gottlieb (cf. annexe).

³⁶ Sur la distinction entre vie et existence, cf. Vallaëys, 2021.

³⁷ Laquelle transparait bien dans la qualification de « distanciation sociale » du « geste barrière » consistant à garder une certaine distance physique pour éviter la contamination.

On peut comprendre maintenant l'impéritie des classes dirigeantes face à l'épidémie mondiale de Covid-19. Pensées qu'elles sont par l'idéologie néolibérale et engagées qu'elles étaient et sont encore dans le développement des capitalismes financier, numérique et biomédical, ces classes n'étaient et ne sont toujours pas mentalement préparées à être confrontées à une crise de santé publique qui les a pris à rebrousse-poil au plan idéologique, du fait même de son caractère de « problème public » non solutionnable par la privatisation et dans le cadre de la conception néolibérale de la santé. Le modèle individualiste néolibéral de la « santé parfaite » qui a été progressivement performé aux dépens des médecines de santé publique, est en effet totalement inadéquat pour traiter une épidémie dont la contagiosité met à mal les rapports interpersonnels et sociaux dans l'ensemble des sphères de la vie sociale.

La pandémie est une crise des relations entre personnes et non pas une maladie traitable au niveau de l'individu selon le modèle de la santé parfaite. En effet, la gravité spécifique de la covid-19 ne tient pas à son impact au niveau individuel, mais au fait qu'elle prend à contrepied le modèle d'organisation du système de santé privilégié par les gouvernements néolibéraux depuis quarante ans, ceux-ci s'étant de fait auto-désarmés face à elle du fait de « l'abandon de toute politique de santé publique générale » (Sicard, 2020). Elle exprime le « grand paradoxe auquel aboutit le *corps-marché* », la tension signalée bien avant la pandémie « entre les aspirations des biocitoyens engagés dans la poursuite de "la vie en elle-même" et l'affaiblissement des systèmes de santé publique qui menacent de s'effondrer sous le poids des coûts croissants des médicaments et des nouveaux traitements. » (Lafontaine) Pour le dire autrement, la crise sanitaire actuelle exprime la contradiction entre d'un côté, le biocapitalisme financiarisé, et de l'autre, le besoin collectif de santé publique et d'appartenance à des tous protecteurs dont la pandémie de covid-19 montre la carence et appelle la satisfaction.

Dépourvus du bon référentiel, la plupart des gouvernements ont d'abord ignoré l'épidémie, puis cédé à la panique, en proclamant dans l'urgence qu'ils allaient renverser la vapeur - faire passer la Vie avant la Bourse -, alors qu'ils n'ont fait que mimer la Chine (Stiegler, 2020) en adoptant la distanciation sociale et le confinement, ce qui revenait à pousser jusqu'au bout la logique biomédicale néolibérale aux dépens des nécessités de « l'existence », de la vie subjective et relationnelle. D'où cette désorganisation, ces improvisations de la part d'acteurs censés pourtant représenter la rationalité instrumentale et l'efficience (Bergeron et *alii*, 2020). Certes des mesures d'accompagnement ont été prises pour viabiliser les mises en résidence surveillée à des degrés divers de la population, mais on peut les considérer elles-aussi comme conformes aux accompagnements libéraux d'aide au retour dans le droit chemin de l'autonomie individuelle et du travail, et non comme une expression de solidarité sociale, comme l'accroissement des inégalités dans la crise le montre.

Pour Bergeron et *alii*, l'impréparation « s'explique en premier lieu par un phénomène de « dérive organisationnelle », c'est-à-dire par l'affaiblissement de la crédibilité de la menace pandémique et des moyens affectés ». Mais leur principale explication de cette crise organisationnelle dû à « l'enchaînement de "petites" dérives, accumulées à partir de 2005 et inscrites dans la machine de la bureaucratie gouvernementale, fait abstraction de facteurs plus structurels. Néanmoins ils signalent « une autre piste (méritant) aussi d'être suivie : celle du progressif remplacement de la priorité donnée dans les années 2000 à la prévention et à la préparation des risques pandémiques par une politique tournée en priorité vers la gestion des risques terroristes » (p. 36-37). C'est là encore privilégier une logique proprement interne à la bureaucratie d'Etat pour expliquer cette perte d'attention à un risque collectif. Ils évoquent aussi comme facteur d'inattention un « contexte politique plutôt défavorable », une situation sociale tendue provoquée notamment par des grèves dans les hôpitaux et une réforme des retraites difficile à faire passer. Mais l'approfondissement de cette dernière hypothèse est remis à « une étude empirique fine » ultérieure. Or, précisément, ces mouvements sociaux exprimaient le déficit social de l'Etat en termes de protection collective, son surendettement à l'égard du tout de la société qu'il refusait de rembourser et sa perte de légitimité.

On peut alors tenter une réponse à notre première question posée en introduction. Ce que nous révèle d'inédit la crise de la Covid-19 quant à la nature du capitalisme néolibéral, c'est que celui-ci n'est pas seulement fondé sur la financiarisation et la numérisation à l'échelle globale de la plus grande part des activités sociales, mais qu'il a aussi une composante biomédicale essentielle, celle qui est mise en crise plus spécifiquement par la pandémie. On est en présence d'un capitalisme informationnel bâti sur trois piliers, le financier, le numérique et le biomédical³⁸.

En ce qui concerne notre seconde question - s'agit-il d'une crise ultime de la forme néolibérale du capitalisme qui s'est développée depuis quarante ans ? -, on peut se risquer à répondre oui pour deux raisons, chacune assortie d'une condition. La première est relative au pilier biomédical de ce capitalisme : si les zoonoses et les épidémies se multiplient, ce qui est d'autant plus probable que les risques écologiques iront croissant³⁹, la conception individualiste de la bonne santé devra céder la place à une conception renouvelée de la santé publique et donc à une revalorisation de la dette sociale et à la réduction des déficits sociaux des Etats. Les campagnes publiques de vaccination et la sensibilisation à l'idée que les vaccins sont des biens communs dont la production ne devrait pas relever de la logique du marché, sont de premiers signes en ce sens⁴⁰. La seconde raison est relative au pilier financier. Nous avons vu ci-dessus que la crise de la Covid-19 pouvait être considérée comme la phase IV d'une crise financière majeure du capitalisme néolibéral commencée en 2008 avec la crise des *subprimes* et tout au long de laquelle un endettement colossal, à l'échelle globale et touchant tous les types de dette, avait été accumulé. Du fait du caractère global de cette phase IV, nous en avons déduit qu'il était probable qu'en cas de dérive financière de la crise sanitaire, les institutions financières, tant internationales que nationales, n'aient plus les moyens de restabiliser le système sauf à sortir du cadre du régime néolibéral. Or cette dérive financière a eu lieu et ne semble pas connaître de limite ; elle est même réclamée par les économistes *mainstream* qui, on l'a vu, ne peuvent envisager que les dépenses publiques entraînées par la crise soient financées autrement que par l'accroissement des dettes publiques mises sur les marchés.

Mais considérer que la sortie de crise sanitaire doit se faire exclusivement par recours à la dette publique, c'est approfondir encore la financiarisation de l'Etat et donc à terme renforcer son incapacité actuelle à financer la production de services publics et sociaux en proportion

³⁸ On peut même considérer que ce capitalisme informationnel se reproduit selon une nouvelle forme du circuit organique du capital modélisé par Marx - A-M-(P)-M'-A', avec également une autonomisation relative de ses trois formes respectivement financière (A), commerciale (M) et productive (P). Ce nouveau cycle du capital informationnel peut être formulé sous la forme A-V-N-V'-A', avec A forme argent-finance, V comme « vie nue » et V' « vie augmentée », formes marchandises-commerciales, et N comme numérique, forme productive-biotechnologique. Dans un tel circuit informationnel, les formes commerciale et productive correspondent respectivement au capital biomédical qui marchandise le vivant, et au capital numérique qui est fondamentalement un processus de transformation productive avec transcodage, transport, plateforme. Cf. Bardini (2004) et Helmreich (2008).

³⁹ « Cette pandémie n'est peut-être qu'un triste avant-goût de beaucoup d'autres à venir, et (...) pèse de peu de poids au regard du risque climatique » (Cordier, 2020, p. 673)

⁴⁰ On laisse ouverte ici la question du pouvoir d'influence sur les décisions publiques des Big Pharma (Montalban 2011, Petitjean 2018, Hauray, 2021) et des scientifiques qui y travaillent et/ou bénéficient de leur générosité, pouvoir dont la biographie de Scott Gotlieb (cf. annexe) fournit une bonne illustration. Cette question est pourtant cruciale notamment à propos des « vaccins » dont la nature de protection sociale, au-delà de la protection individuelle qu'ils assurent pour les personnes les plus fragiles, est contestée et donc contestable. C'est là une question clef pour la protection sociale en Amérique latine, car cela pourrait suggérer que face à la pénurie mondiale, pour réduire la létalité globale de la pandémie, il vaudrait mieux distribuer en priorité les vaccins aux personnes les plus fragiles qui en ont le plus besoin dans tous les pays, plutôt que de promouvoir des nationalismes vaccinaux visant à couvrir l'ensemble des populations des pays qui ont les moyens de se les payer, éventuellement en augmentant leurs dettes publiques (cf. Bollyky & Bown, 2020a et b). Ce qui impliquerait de démarchander leur production.

des besoins de la population. C'est aussi faire croître les risques que la spéculation sur le défaut de certains Etats sur leurs dettes n'entraîne une nouvelle crise financière qui rendrait intenable, tant sur les plans politique que social et économique, toute dépendance accrue des Etats à l'égard de la finance de marché. En effet, nous souffrons déjà depuis plusieurs années d'une double maladie de la dette et de la monnaie, c'est-à-dire d'une situation de crise récessive alimentée par le surendettement et la déflation. Il y a par conséquent de fortes chances que, compte tenu des vulnérabilités financières accumulées par les entreprises, les ménages et les Etats, l'économie mondiale passe, comme dans le modèle machiavélien de la phtisie, d'une grande récession à une forte dépression, la maladie du surendettement, ignorée quoique facile à guérir, dégénérant en une maladie de déflation monétaire, connue mais difficile à traiter. Une telle évolution ne pourrait que relancer des politiques d'austérité rendant impossible la remise à l'ordre du jour d'une véritable santé publique et la réduction des déficits sociaux des Etats vis-à-vis de leurs populations.

Le régime néolibéral pourra-t-il résister à une crise d'une telle ampleur si les Etats ne sont plus capables d'honorer leurs propres dettes et a fortiori de socialiser, en se substituant aux débiteurs, les pertes des créanciers. Certes « le néolibéralisme n'appartient pas nécessairement au passé » (Boyer, 2020b), mais pour qu'il survive, encore faut-il qu'il soit capable de résoudre le problème de surendettement généralisé que la Covid-19 a encore exacerbé en remettant au premier plan la nécessité pour les Etats d'honorer leurs dettes sociales. Les Etats étant doublement endettés, leur capacité à socialiser les pertes des capitaux privés est fragilisée par la nécessité dans laquelle ils sont désormais de reconstruire leur légitimité en payant leurs arriérés de dettes sociales.

En fin de compte, le lien entre financiarisation néolibérale et crise sanitaire apparaît encore plus crucial dès lors qu'on s'interroge sur les moyens financiers susceptibles d'être mobilisés pour sortir de l'une comme de l'autre. Alors qu'ils affirmaient l'impossibilité subséquente à la crise de 2008 d'accroître les dettes publiques, ce qui a justifié un renforcement des politiques d'austérité budgétaires, les économistes autorisés considèrent aujourd'hui sans vergogne, après la crise de 2020, qu'il n'en est rien. On pourrait voir là un signe de déclin de la discipline financière propre au régime néolibéral, mais cela reviendrait à ne pas tenir compte d'une « fonction » essentielle, quoique largement occultée, de la dette publique dans le capitalisme financier actuel : les titres de dette publique, en tant qu'actifs « sans risques » à partir desquels la spéculation sur les risques des autres actifs peut être ancrée, sont la base nécessaire du développement à l'échelle mondiale de la finance de marché ; comment comprendre sinon que les dettes publiques à dix ans à taux d'intérêt négatif des Etats à devises fortes trouvent aisément preneurs en dépit de leur coût pour les prêteurs. Aussi, du fait qu'elle est financée par de l'endettement public, la crise du covid-19 relance le processus de financiarisation spéculative et exacerbe donc la tension entre dette souveraine et dette sociale.

Mais comme on ne peut payer sans limites de la dette avec de la dette, il est un moment où il s'avère nécessaire de renouer avec l'émission d'une monnaie qui ne soit pas un actif financier et qui permette de mettre fin au processus d'endettement, puisque la monnaie de crédit bancaire participe elle-même de ce processus. Et vu le niveau global des dettes et surtout celui de la dette souveraine, dès lors que les Etats seront confrontés à la nécessité structurelle de payer leurs dettes sociales, l'émission d'une monnaie fiscale s'avérera nécessaire à cette fin. C'est d'ailleurs déjà une question d'actualité dont témoigne le développement dans les pays anglo-saxons d'un courant politique relativement puissant qui, inspiré par la dite *Modern Monetary Theory* et/ou l'approche chartaliste du *100% money*, exhorte les banques centrales à reprendre entièrement la main sur les banques commerciales. Toutefois, vu leur état actuel de dépendance structurelle étroite, désormais bien documentée⁴¹,

⁴¹ Cf. Merhling 2010, Gabor et Ban 2016, Braun 2017, Carré et Gauvin 2018, Kalaitzake 2018.

à l'égard des opérateurs, des dispositifs et de l'idéologie de la finance de marché (c'est tout particulièrement le cas de la banque centrale européenne), il est difficile de faire confiance aux banques centrales pour émanciper les puissances publiques de l'ordre financier libéral ; leur concéder intégralement le pouvoir monétaire pose également le problème de leur légitimité démocratique. Aussi d'autres propositions, inspirées par des expériences et des enquêtes historiques, suggèrent qu'aux Etats-Unis⁴² comme dans la zone euro⁴³, il serait préférable de ré-instituer un pouvoir monétaire direct mais non exclusif et contrôlé démocratiquement des Etats.

« Les gouvernements sont placés devant un dilemme. Ils veulent stopper au plus vite la crise épidémique, mais cela a pour conséquence d'accroître l'amplitude et peut-être la durée de la récession. La liquidité des banques centrales et les stabilisateurs automatiques n'y suffiront pas. Il faut nécessairement s'engager dans des politiques discrétionnaires ambitieuses ; ce à quoi on a renoncé dans le régime néolibéral. (...) En raison de la globalisation de la pandémie, son endiguement implique une coopération mondiale des politiques publiques qui ne reproduisent pas les erreurs de 2008, créer plus de dettes pour résoudre une crise financière provoquée par un excès de dettes. Il faut protéger les citoyens par des apports directs de monnaie et les PME par un moratoire temporaire sur l'endettement. » (Aglietta et Khanniche 2020, p. 4).

En fait, c'est sur le plan monétaire qu'apparaissent les signes les plus manifestes d'une profonde remise en cause du régime néolibéral et de son élément clef qu'est la répression monétaire de la puissance publique ; les politiques monétaires dites « non conventionnelles » des banques centrales en sont déjà un indice. Définanciariser semble de plus en plus raisonnable et propice à un scénario de sortie de la crise actuelle qui s'inscrit dans le cadre des contraintes écologiques, désormais évidentes mais difficiles à prendre en compte, et où « un Etat social deviendrait le tuteur d'une démocratie étendue à l'économie (qui) (...), face aux menaces sanitaires, s'emploierait à renforcer l'ensemble des institutions nécessaires à la santé collective... » (Boyer, 2020a et c).

5. Conclusion

« La nouvelle absurdité promet l'Homme total, nomade affranchi des liens, l'individu auto-fabriqué et auto-suffisant. Qu'est devenue la raison de vivre ? Et les emblèmes, et la part des intimes secrets, et la théâtralisation d'un monde qui nous dépasse, ouvrant au regard infini ? Nous vivons l'époque étrange d'une culture qui veut en finir avec l'humanité. (...) Vivre ne suffit pas, il faut à l'homme la nostalgie, la musique et les danses, pour être là, « en dehors de toutes les choses », et dompter le vertige d'exister » (Legendre 2007).

On a arrêté (presque) toute l'économie et la vie politique face à la première manifestation de la crise écologique à l'échelle globale qu'a constitué la pandémie de covid-19. Pour autant le choc passé, les élites au pouvoir ont recommencé à miser sur toujours plus de capitalisme informationnel, à la fois génétique (le tout vaccin), numérique (le tout télétravail) et financier (le tout endettement public). Une fois la panique passée, les suppôts de ce capitalisme n'ont eu et n'ont toujours de cesse que de « revenir à la normale » (Lemoine, 2021), ce qui pour de

⁴² Cf. Hockett 2020a et b.

⁴³ Cf. Coutrot et Théret 2019, Théret 2020, Lemoine et Théret 2020, pour la France ; Group of Fiscal Money 2018, Bossone 2019, Amato & Papetti 2019 pour l'Italie.

nombreux observateurs qui mettent l'accent sur la perte de sens⁴⁴ qui est le propre de la rationalité purement instrumentale et du management capitaliste, n'est que retour à l'anormal, à l'absurde.

En effet les formes actuelles du développement du capitalisme sont fondées, au plan des conceptions du monde qui le fondent et l'accompagnent, sur deux erreurs intellectuelles dissimulées sous une apparence scientifique, deux irrationalités « de la rationalité pure mesurée à l'aune de l'efficacité/efficience. » (Aron et Dandieu 1932). Il s'agit d'une part du « management scientifique » qui promeut une rationalité déshumanisée dans la production de biens et services publics comme privés, ce qu'Aron et Dandieu, on l'a vu au début de ce texte, appelaient déjà dans les années 1930 le *cancer américain* ; il s'agit d'autre part de l'hypothèse d'efficience informationnelle des marchés qui est au fondement du développement disproportionné des marchés financiers et de leur crise, ce que Walter et Précontal, on l'a vu aussi, ont appelé le *virus brownien* ou le *sida de la finance*.

Le capitalisme que la science économique néoclassique considère désormais comme un état de nature n'est donc pas en bonne santé, et cette mauvaise santé résulte de deux types de maladies qui frappent à la fois les personnes individuellement et l'ensemble du corps social. Au plan individuel, Locke le disait déjà, le capitalisme s'accompagne de maladies de l'esprit (la folie par-delà l'hubris) - touchant les individus qui, en tant que penseurs et/ou praticiens, sont en position dominante dans les rapports capitalistes -, et de maladies du corps (physiques et psychiques) - qui, elles, atteignent surtout ceux qui sont dominés par les premiers et font face à l'injonction intenable d'être petits entrepreneurs souverains d'eux-mêmes. Au plan social, le capitalisme financiarisé actuel souffre non seulement de cette phtisie économique que représente la double maladie de la dette et de la monnaie repérée par Irving Fisher, mais il est également en proie au mal politique et éthique que constitue la pandémie de Covid-19 qu'il a engendré et qui le menace en retour d'importantes restrictions (Hirsch 2020). Avec la visée de mieux qualifier ce mal social, et par là ce qui fait la spécificité de la crise générale actuelle déclenchée par la Covid-19, il nous faut « boucler » ce texte en revenant à notre perspective analogique de départ sur le lien entre médecine et économie. A cette fin, on va comparer le SARS-CoV-2, rebaptisé pour l'occasion « virus C », en tant qu'il est l'agent provocateur de la phase IV actuelle de la crise, au « virus B » (ou « brownien ») qui, selon la métaphore filée par Christian Walter (2010), est quant à lui à l'origine de sa phase I initiale⁴⁵.

⁴⁴ « Cet individualisme, qui offre d'échapper aux contraintes et frustrations qui sont le lot des croyances collectives, a abandonné le sens au profit de la technique. Cela a produit un effondrement du pouvoir de cohésion, privant notre cerveau d'une partie de sa nourriture. (...) Entre les crises économique, écologique, sanitaire et sécuritaire, nous vivons actuellement une période de convergence des incertitudes qui nous conduit à vouloir les réduire par tous les moyens. (D'où) le fait de se raccrocher à des certitudes de très court terme. Cela se traduit par les phénomènes d'alimentation compulsive ou d'addiction (...). Quand vous avez la sensation d'être en perte de contrôle sur votre vie, revenir tous les jours à ce type de récompense primaire permet de calmer le besoin prédictif du cortex cingulaire. Mais ces micro-certitudes font appel au degré zéro du sens (...). Notre société produit ainsi un retour à un stade primitif, le sens ne portant plus que sur des choses basiques comme l'alimentation. (...) Le cortex cingulaire réagit de la même façon à la perte de sens et à la perte de lien avec le groupe, lequel est nécessaire à la survie (...). L'écologie, en donnant du sens et en apaisant notre cortex cingulaire, nous offrirait une autre justification de vivre et une appartenance collective » (Bohler, 2020b).

⁴⁵ Nous y sommes incités par les travaux sur la pluralité de la viralité de Thierry Bardini (2020) et, dans sa foulée, d'Yves Citton (2020) pour qui « si la viralité, dans sa convergence biológico-informatico-médiatique, est bien au cœur du capitalisme contemporain, elle explique peut-être ce qui donne à celui-ci son caractère inhumain ». Il s'en déduirait pour Citton que « le défi de notre moment historique, face au Covid-19 comme face au capitalisme génétique, n'est pas tant de « penser le virus » que de penser *comme* un virus – pour tenter de comprendre ce que le virus nous contraint ou nous permet de penser » (ibid.). Christian Walter (2021) a développé également, sans le dire de cette façon, l'analogie entre le virus C et le virus B en montrant que ce sont les mêmes types de modèles spéculatifs (« erronés ») qui sont sensés fournir des prévisions « scientifiques » quant aux dynamiques de diffusion de ces virus et de leurs effets délétères. Walter y voit la cause de la défiance

Le « virus B » est un « virus intellectuel », une croyance erronée en la possibilité de réduire l'incertitude sur la valeur des actifs financiers en utilisant une loi de probabilité standard (loi de Gauss), croyance qui est à la base des modélisations « enkystées » dans les « produits financiers » marchandisés à l'échelle mondiale et qui ont été à l'origine de la crise des *subprimes* en 2007-2008. Le virus C a lui aussi plongé le capitalisme néolibéral dans une crise profonde, même s'il ne s'est pas traduit pour le moment par une crise financière classique, comme celles des phases I à III précédemment relatées. Son action dévastatrice met en évidence, quant à elle, le déni des Etats néolibéraux de reconnaître leurs dettes sociales, et montre le caractère erroné de l'hypothèse néolibérale sur laquelle le biocapitalisme financiarisé et numérisé a pu se développer ; elle nous révèle en effet que non, y-compris dans une société de marchés complets équilibrés qui serait efficiente, les individus, propriétaires souverains de leur corps et de leur esprit, ne peuvent pas satisfaire tous leurs désirs sans se soucier des désirs des autres.

Le virus C ne met pas en crise directement le système financier global comme le virus B, son action est plus pernicieuse car il s'attaque plus fondamentalement aux conceptions de l'individu et de la société sur laquelle ce système repose. Ce n'est pas seulement un virus biologique, c'est aussi un virus informationnel qui vient perturber le programme néolibéral biomédical sensé conduire à la santé parfaite de l'individu entrepreneurial « souverain ». Il nous informe en effet sur le fait que la santé publique collective ne peut être réduite à la somme des santés individuelles, celles-ci seraient-elles « parfaites ». Il montre que tous les individus en bonne santé qu'il met en relation en se disséminant forment un être social malade qui, par effet boomerang, détériore la santé individuelle, physique et psychique, d'une fraction minoritaire mais croissante de l'ensemble des membres du corps social et politique.

Cela dit, même s'ils peuvent être considérés tous deux comme facteurs de crises financières spécifiques, les virus B et C agissent à rebours l'un de l'autre et ne sont pas réductibles l'un à l'autre : alors que le virus C est tangible et s'attaque à une représentation idéelle, celle de l'individu souverain absolu, le virus B est idéal et s'attaque à une organisation financière tangible, même si celle-ci ne manipule pour l'essentiel que des objets intangibles. Logiquement, ceci implique qu'on ne pourra pas sortir de la crise actuelle de la dette sociale comme on est sorti des crises précédentes des dettes marchandes et surtout de la crise étatsunienne des *subprimes*. Au plan des représentations, ce n'est pas à un virus de type B, porteur d'une erreur intellectuelle, qu'il faut s'attaquer en priorité comme pour les crises précédentes ; c'est bien plutôt aux idéaux-types éthiques de l'individu et de la société qui sont sous-jacents à la crise biomédicale de santé publique et qui ont permis au virus C de devenir aussi dangereux. La pandémie associée au virus C ne relève pas d'une erreur intellectuelle parfaitement circonscrite (tout au plus peut-il s'agir d'une erreur pratique de manipulation ou d'un défaut de sécurité), mais, comme on l'a vu, d'un effet de système propre au capitalisme néolibéral financiarisé et mondialisé ; s'il y a une erreur intellectuelle, celle-ci n'est pas portée par le virus lui-même, mais réside en amont dans le modèle néolibéral de ce qui constitue un individu et une société en bonne santé. Il reste que dans les deux cas, c'est seulement en corrigeant les erreurs dans les modélisations qui sont constitutives du capitalisme informationnel que ses crises pourront être dépassées. Et c'est en empêchant les effets de système dont ils sont le produit qu'on pourra rendre socialement inoffensifs les virus biologiques de type C appelés à se multiplier dans les conditions écologiques actuelles.

Le virus C, en fait, est plus difficile à traiter que le virus B, car il ne s'attaque pas seulement à la logique financière du capitalisme informationnel, mais à sa relation avec l'Etat et à sa viabilité sociale. Son impact social est double : d'une part il rend lisible une crise de

du public (au sens de Dewey), informé par l'expérience de 2008 sur les méfaits du virus B, à l'égard des messages concernant le virus C qui s'appuient sur ces modèles et sont diffusés par les autorités politiques et sanitaires officielles.

suraccumulation de la dette sociale des Etats vis-à-vis de leurs mandants, d'autre part, du fait que celle-ci vient se surajouter à une accumulation énorme de dettes marchandes de tous ordres, il est gros d'une crise financière généralisée. Alors que le virus B a été en quelque sorte digéré par le système financier qui s'en ait accommodé, moyennant quelques accompagnements et un aggiornamento « comportementaliste » (*behavioural finance*) à la Locke concernant la rationalité de certains acteurs financiers, le virus C est plus difficile à digérer par un biocapitalisme qui dénie l'existence de toute dette sociale exprimant une souveraineté d'appartenance à un moi collectif et solidaire, figure de la dette de vie qui va totalement à l'encontre de celle conceptualisée en termes de capital humain propre à l'individu réduit à son ego et dans lequel celui-ci doit investir. Or la dénégation néolibérale des bienfaits de l'appartenance à un tout social est précisément ce qui alimente la suraccumulation du déficit social des Etats et la crise des finances publiques, lesquelles rentrent en contradiction avec leur capacité à produire de la « dette souveraine » au niveau requis par le capital financier pour sa reproduction élargie.

« S'il reste donc possible que, malgré le compromis entre les classes, le monde moderne dans sa totalité avance vers sa crise totale, c'est-à-dire vers l'impossibilité de *re-produire* les rapports sociaux, situation amenant soit un renouvellement soit un pourrissement et une auto-destruction, rien n'est ni évident ni fatal » (Henri Lefebvre, *Le manifeste différentialiste*, Paris, Idées - Gallimard, 1970, p. 17).

Annexe : La non-affaire Gottlieb

(sources : wikipedia, sites des entreprises citées et divers sites spécialisés)

Dans un message adressé à Bloomberg en juin 2009, Scott Gottlieb, 23^{ème} Commissaire de la US FDA démissionnaire, a déclaré qu'il avait rejoint le conseil d'administration de Pfizer, basé à New York, car il est « *particulièrement bien placé pour continuer à jouer un rôle important dans la promotion de la santé publique mondiale* », et est « *honoré de contribuer à façonner cet avenir* ». Pour sa part, Albert Bourla, directeur général de Pfizer, Inc., a déclaré à cette occasion que « *grâce à son travail de médecin et à la FDA, Scott a démontré une compréhension constante des besoins des patients et de la dynamique en rapide évolution de la recherche et du développement biopharmaceutique* ».

Selon *Les Echos* du 12 mars 2020, le *venture partner* Scott Gottlieb serait « sans conteste » « la figure la plus connue du *Venture Capital*. » Selon le site <https://www.zonebourse.com/cours/action/PFIZER-INC-23365019/actualite/Pandemie-des-patrons-de-laboratoires-s-enrichissent-et-suscitent-des-questions-31780743/> en date du 15 novembre 2020, « Le jour même où le géant pharmaceutique Pfizer a annoncé que son vaccin était efficace à 90%, selon des données préliminaires, son directeur général Albert Bourla a vendu pour 5,6 millions de dollars de titres »

Le 13 mars 2017, Donald Trump, président des Etats-Unis, qui faisait de la réforme de la US Food and Drug Administration (FDA) et de l'amélioration des délais d'évaluation des médicaments l'une de ses priorités en matière de santé, a nommé à cette fin à la tête de cette agence fédérale, l'organisme de réglementation de la santé aux USA, le Dr Scott Gottlieb, 44 ans. Celui-ci est alors, depuis 2007, *partner* du fonds d'investissement *New Enterprise Associates* qui investit dans les trois grands secteurs industriels que sont les technologies de l'information, les soins de santé, et les technologies de l'énergie, ainsi que chercheur résident de *l'American Enterprise Institute*, *think tank* conservateur basé à Washington. Scott Gottlieb a été médecin praticien hospitalier et professeur adjoint de clinique à la faculté de médecine de l'université de New York, après avoir effectué sa résidence en médecine interne au Mount Sinai Medical Center de New York et été diplômé de la Mount Sinai School of Medicine. Il est actuellement membre élu de l'Académie nationale de médecine. Plus tôt dans sa carrière, diplômé d'un Master en économie de la Wesleyan University, il a travaillé comme analyste des soins de santé pour la banque d'investissement Alex. Brown & Sons. Il a conseillé une vingtaine de sociétés dans le secteur de la santé, dont GlaxoSmithKline et, jusqu'à récemment, Vertex Pharmaceuticals. Il est enfin directeur général de l'activité de banque d'affaires de T.R. Winston & Co, institution financière non cotée qui investit dans le secteur de la santé.

Lorsqu'il accède au poste de 23^e commissaire de la *Food and Drug Administration* américaine, Scott Gottlieb connaît déjà bien la FDA car il y a occupé entre 2002 et 2007 plusieurs postes importants dont ceux de directeur du développement de la politique médicale et de commissaire adjoint. Il a également conseillé le département américain de la Santé et des Services sociaux sur l'usage des technologies de l'information dans le secteur de la santé. Et encore récemment, en tant qu'expert, il a conseillé les États du Massachusetts, du Maryland et du Montana sur les politiques à mener face au Covid.

En avril 2009, alors qu'il vient d'engager de nouveaux cadres supérieurs, il démissionne soudainement de son poste de commissaire de la FDA, arguant de raisons familiales, et redevient dès mai 2009 membre résident de *l'American Enterprise Institute* et partenaire associé dans *New Enterprise Associates*, devenue « la plus grosse société de capital-risque au monde en termes d'actifs sous gestion ».

Puis en juin 2009, il est élu membre indépendant du conseil d'administration du groupe pharmaceutique Pfizer, Inc. Cette nomination trois mois seulement après son départ de la FDA n'a pas manqué de faire réagir la sénatrice démocrate Elizabeth Warren qui lui a demandé de démissionner. Dans une lettre à Gottlieb, la sénatrice (...) a déclaré : « *Ce genre de trafic d'influence via le jeu des portes tournantes (revolving doors : aller et retour entre le public et le privé) est synonyme de corruption* ». Mais l'affaire n'aura pas de suite.

Outre ses fonctions chez Pfizer où il va s'occuper notamment du développement des technologies numériques, Gottlieb est membre du conseil d'administration de deux sociétés du portefeuille de la NEA : Aetion, Inc. (« *a health care data analytics company* ») et Tempus Labs, Inc. (« *a technology company advancing precision medicine through the practical application of artificial intelligence in healthcare* »). Il rejoindra également en février 2020 le conseil d'administration d'Illumina, Inc., un « *global leader in genomics* » qui fournit des « produits et services qui servent les marchés du

séquençage, génotypage et expression génétique », et en novembre 2020 celui de National Resilience, Inc., firme qui « offre un large éventail de capacités de fabrication et de développement personnalisées pour répondre aux besoins des entreprises biopharmaceutiques à tous les stades du processus de développement des médicaments - du développement préclinique à la commercialisation ». Enfin il est membre des conseils d'administration du Mount Sinai Health System.

Scott Gottlieb est aussi un spécialiste de la communication dans les médias. Il est ainsi bien connu des cercles spécialisés en politique de santé, sujet qu'il commente fréquemment à la télévision et dans la presse américaine, notamment en tant que contributeur au CNBC réseau d'informations financières par câble, mais aussi sur Fox News et CNN. Son travail est fréquemment publié dans un large éventail de publications et de revues médicales, notamment le Wall Street Journal, le New York Times et le Washington Post. En 2018 et à nouveau en 2019, il a été reconnu par *Fortune* comme l'un des "50 plus grands leaders du monde" et par *Time* comme l'une des "50 personnes qui transforment les soins de santé."

Bref, Scott Gottlieb est un champion toutes catégories à la fois du capitalisme informationnel dont il articule les divers piliers financier, biomédical et numérique, et de la médiation entre ce capitalisme et d'une part le monde politico-administratif, d'autre part celui des médias de communication.

Bibliographie

Adam Christophe (2012), « Jalons pour une théorie critique du Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (DSM) », *Déviance et Société*, 2012/2, Vol. 36, p. 137-169).

Adenis Marie-Sarah (2020), « Gloire aux microbes », in Baptiste Morizot (dir.), *Renouer avec le vivant*, Hors Série Socialter, pp. 43-47.

Aghion Philippe (2020), « Coronavirus-que-disent-les-economistes ? », Mars, Fondation du Collège de France. 27 mars, <https://www.fondation-cdf.fr/2020/03/27/coronavirus-que-disent-les-economistes/>

Aglietta Michel (2020), « Coronavirus : Un avertissement pour l'avenir », *Idées pour aujourd'hui et pour demain*, Gallimard.

Aglietta Michel & Khanniche Sabrina (2020), « La vulnérabilité du capitalisme financiarisé face au coronavirus », *La Lettre du CEPII*, N° 407 – Avril.

Aglietta Michel et alii (2016), « Introduction collective à la Monnaie souveraine », in Alary P., Blanc J., Desmedt L., Théret B., *Théories françaises de la monnaie. Une Anthologie*, Paris, PUF, p. 117-148.

Amato Massimo & Papetti Andrea (2019), « La monnaie fiscale et le soutien de l'Euro(pe). Pour une réforme de l'architecture monétaire européenne », *Revue française de socio-économie*, n° 22, p. 195-204.

Andersen, K.G., Rambaut, A., Lipkin, W.I. et al. (2020), "The proximal origin of SARS-CoV-2". *Nature Medicine* 26, p. 450-452. <https://doi.org/10.1038/s41591-020-0820-9>

Armatte Michel (2009), « Crise financière : modèles du risque et risque de modèle », *Mouvements* 2009/2, N° 58, p. 160-176.

Aron Robert, Dandieu Arnaud (2008 - 1931), *Le cancer américain*, Lausanne, L'Age d'Homme.

Baldwin Richard & Weder di Mauro Beatrice (eds) (2020), *Mitigating the COVID Economic Crisis: Act Fast and Do Whatever It Takes*. London, CEPR Press, June.

Bardini Thierry (2004), « Variations sur l'insignifiant génétique : les métaphores du (non)code », *Intermédialités*, 3, p. 163-186. <https://www.erudit.org/fr/revues/im/2004-n3-im1814575/1005473ar.pdf>

Bardini Thierry (2006), « Hypervirus : A Clinical Report », *CTheory*, (<http://www.ctheory.net>) Février.

Bardini Thierry (2010), « Devenir animal et vie aérienne. Prolégomènes à une biologie transcendante », *Chimère*, 73, p. 109-125.

- Bardini Thierry (2015), « Vade Retro Virus. Numéricité et Vitalité », *Terrain*, 63, p. 103-121.
- Bardini Thierry (2020), « Covid-19 et capitalisme génétique », *AOC*, 5 avril, <https://aoc.media/analyse/2020/04/05/covid-19-et-capitalisme-genetique>
- Bergeron Henri, Borraz Olivier, Castel Patrick, Dedieu François (2020), *Covid-19 : une crise organisationnelle*, Paris, Sciences-Po.
- Berthou A., Carluccio J. et G. Gaulier (2020), « [Les chaînes de valeur internationales à l'épreuve de la Covid-19](#) », *Bloc-notes éco n°177*, Banque de France.
- Black Rock Investment Institute (2019), *Dealing with the next downturn: From unconventional monetary policy to unprecedented policy coordination*, Bartsch Elga, Boivin Jean, Fischer Stanley, Hildebrand Philipp, Report BIIM0520E-1197020-6/16, août, <https://www.blackrock.com/corporate/literature/whitepaper/bii-macro-perspectives-august-2019.pdf>
- Blanchet Ariane (2020), « D'où viennent les 11 milliards de dollars dépensés pour la campagne américaine ? », *Les Echos*, 20 oct., <https://start.lesechos.fr/societe/culture-tendances/dou-viennent-les-11-milliards-de-dollars-depenses-pour-les-campagnes-americaines-1257337>
- Bohler Sébastien (2020b), « La société moderne prive votre cerveau de son besoin de sens », *Socialter*, N° 43, décembre, p. 76-79.
- Bohler Sébastien (2020a), *Où est le sens ? Les découvertes sur notre cerveau qui changent l'avenir de notre civilisation*, Paris, Robert Laffont.
- Bollyky Thomas J. & Bown Chad P. (2020a), "The Tragedy of Vaccine Nationalism. Only Cooperation Can End the Pandemic", *Foreign Affairs*, September/October.
- Bollyky Thomas J. & Bown Chad P. (2020b), "Vaccine Nationalism Will Prolong the Pandemic. A Global Problem Calls for Collective Action", *Foreign Affairs*, December 29.
- Bonneau Christophe, Nakaa Mounira (2020), « Vulnérabilité des approvisionnements français et européens », *#TrésorEco*, n° 274, Direction générale du Trésor, Décembre.
- Boscher Pauline (2020), « La Maladie comme métaphore de Susan Sontag, exploration d'une double peine symbolique », <https://www.deuxiemepage.fr/2020/07/26/la-maladie-comme-metaphore-susan-sontag-chronique/>
- Bossone Biago (2019), "Fiscal money solution for Rome", *Official Monetary and Financial Institutions Forum*, <https://www.omfif.org/2019/01/fiscal-money-solution-for-rome/> 8 January
- Boyer Robert (2002), *La croissance début de siècle. De l'octet au gène*, Paris, Albin Michel.
- Boyer Robert (2020a), *Les capitalismes à l'épreuve de la pandémie*, Paris, La Découverte.
- Boyer Robert (2020b), « Une pandémie, deux avenir. Comment le COVID-19 remodèle l'économie », *Le Monde Diplomatique*, novembre, p. 3.
- Boyer Robert (2020c), « De la crise du capitalisme financier à celle de l'Etat néolibéral : la Covid-19 », *AOC (Analyse Opinion Critique)*, 11 Novembre 2020.
- Braun B. (2018) 'Central banking and the infrastructural power of finance: The case of ECB support for repo and securitization markets', *Socio-Economic Review*. DOI: 10.1093/ser/mwy008.
- Caffentzis C. George (2003), « Medical metaphors and monetary strategies in the political economy of Locke and Berkeley », *History of Political Economy*, 35 (Annual Supplement), p. 204-233.
- Caillé Alain, Livinec Bertrand (2020), « Néolibéralisme, le pic épidémique est-il derrière nous ? », *AOC*, 29 mai 2020.

Carré E., Gauvin M.-S. (2018), “Financial Crisis: The Capture of Central Banks by the Financial Sector?”, *International Journal of Political Economy*, N° 47, p. 151–177.

Cary Paul, Rodriguez Jacques (2020), « Deux ou trois choses que la Covid nous dit de la nature et du capitalisme », *Chroniques*, 2020/11/23, <http://sens-public.org/articles/1564/>

Charles Léo, « Le Covid-19, révélateur des contradictions de la mondialisation néolibérale », *Note des Economistes Atterrés*, mars.

Cherif Norbert (2020), « La covid-19 : indices d’une métamorphose de la société capitaliste », *Raison Ardente*, 110.

Citton Yves (2020), « Panique virale : comment ne pas rater la catastrophe ? », *AOC*, 7 avril.

Cooper Melinda (2008), *Life as surplus: Biotechnology and capitalism in the neoliberal era*. Seattle, University of Washington Press.

Cordier Alain (2020), « Questionner notre volonté de puissance », in Hirsch Emmanuel (dir.), p. 673-680.

Corporate Europe Observatory (2015), *Policy prescriptions: the firepower of the EU pharmaceutical lobby and implications for public health*. http://corporateeurope.org/sites/default/files/20150904_bigpharma_web.pdf

Cot Annie L. (2013), « The Debt-Deflation Theory of Great Depressions: On Irving Fisher’s Use of Medical Metaphors », *Œconomia* [En ligne], 3-2, mis en ligne le 30 janvier 2014, consulté le 29 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/oeconomia/193>; DOI: <https://doi.org/10.4000/oeconomia.193>

Coutrot Thomas et Bruno Théret (2019), « Système fiscal de paiement complémentaire : un dispositif pour renverser l’hégémonie », *Revue française de socio-économie*, n° 22, p. 163-170 .

Defraigne, Jean-Christophe (2020). « L’impact géo-économique du COVID-19 sur l’économie globalisée ». *Outre-Terre - Revue française de géopolitique*, Vol. 57, no.1, p. 1-26.

Draghi Mario (2020), ‘We face a war against coronavirus and must mobilise accordingly’, *Financial Times*, 25 mars, <https://www.ft.com/content/c6d2de3a-6ec5-11ea-89df-41bea055720b>

Dupont Bernard-Marie (2020), « Covid-19 : normal, pathologique et biopouvoir », in Hirsch Emmanuel (dir.), p. 697-703.

Dutreuil Sébastien (2020), « Comment le vivant a construit l’environnement de la terre », in Baptiste Morizot (dir.), *Renouer avec le vivant*, Hors Série Socialter, p. 36-41.

Ehrenberg Alain (1998), *La fatigue d’être soi. Dépression et société*, Paris, Odile Jacob.

Ehrenberg Alain (2001), « De la névrose à la dépression. Remarques sur quelques changements de l’individualité contemporaine », *Figures de la psychanalyse*, /1 (n°4), p. 25-41

Ehrenberg Alain (2013), « La santé mentale ou l’union du mal individuel et du mal commun », *SociologieS* [En ligne], Grands résumés, L’Ombre portée : l’individualité à l’épreuve de la dépression, mis en ligne le 19 novembre. URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/4505>

Gabor D. and Ban C. (2016), “Banking on Bonds: The New Links Between States and Markets”, *Journal of Common Markets Studies*, 2016, Vol. 54. N° 3. pp. 617–635.

Gaudillière Jean-Pierre (2002), *Inventer la biomédecine ; la France, l’Amérique et la production des savoirs du vivant (1945-1965)*, La Découverte.

Geschel Elie, Martinez Alejandra, Mejean Isabelle (2020), « Propagation des chocs dans les chaînes de valeurs internationales : le cas du coronavirus », *Note de l’Institut de Politiques Publiques*,

N° 53, mars. <https://www.ipp.eu/publication/mars-2020-propagation-chocs-chaines-de-valeur-internationales-coronavirus-covid19/>

Gilbert Neil & Gilbert Barbara (1989), *Enabling State : Modern Welfare Capitalism in America*, Oxford U. P.

Gilbert Neil (2005), « The "Enabling State?" from Public to Private Responsibility for Social Protection: Pathways and Pitfalls », *OECD Social, Employment and Migration Working Papers* 26, October)

Giraud Gaël (2014), *Illusion financière*, Editions de l'Atelier.

Gourinchas Pierre-Olivier (2020), "Flattening the pandemic and recession curves", in Richard Baldwin and Beatrice Weder di Mauro (eds), *Mitigating the COVID Economic Crisis: Act Fast and Do Whatever It Takes*. London, CEPR Press, June, p. 31-40.

Group of Fiscal Money (Bossone B., Cattaneo M., Costa M., Sylos Labini S) (2018), « La monnaie fiscale, une solution à la crise italienne », *Telos*, 23 mai, <https://www.telos-eu.com/fr/economie/la-monnaie-fiscale-une-solution-a-la-crise-italien.html>

Group of Thirty (2015), *Fundamentals of Central Banking. Lessons from the crisis*, Washington, October. https://group30.org/images/uploads/publications/G30_FundamentalsCentralBanking.pdf

Gzil Fabrice (2020), « Résister aux métaphores guerrières pour bâtir une réponse démocratique », in Hirsch (dir.), p. 707-713.

Hauray Boris (2021), « Santé publique et capitalisme pharmaceutique », *AOC*, 4 mai.

Helmreich Stefan (2008), "Species of Biocapital", *Science as Culture*. Vol. 17, Issue 4, p. 463-478.

Hibou Béatrice (2012), *La bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale*, Paris, La Découverte.

Hibou Béatrice (dir.) (2012), *La bureaucratisation néolibérale*, Paris, La Découverte.

Hirsch Emmanuel (dir.) (2020), *Pandémie 2020. Ethique, Société, Politique*, Paris, Edition du Cerf.

Hockett Richard (2020a), "How To Keep The Digital Dollar Democratic: A 'Treasury Dollar Bill' / 'Treasury Direct' Plan", <https://www.forbes.com/sites/rhockett/2020/03/24/how-to-keep-the-digital-dollar-democratic-a-treasury-dollar-bill--treasury-direct-plan/> Mar 24, 2020,02:35pm EDT|14 115 views.

Hockett Richard (2020b), "The Democratic Digital Dollar: A 'Treasury Direct' Option", *Money in the time of coronavirus*, March 25, <https://justmoney.org/r-hockett-the-democratic-digital-dollar-a-treasury-direct-option/>

Jacob François (1970), *La logique du vivant. Une histoire de l'hérédité*, Paris Gallimard.

Jacobsen Rowan (2021), "Inside the risky bat-virus engineering that links America to Wuhan. China emulated US techniques to construct novel coronaviruses in unsafe conditions", *MIT Technology Review*, June 29, (traduit en français sous le titre « Comment des scientifiques américains et chinois ont fabriqué des coronavirus pendant des années », par la rédaction de UP'Magazine, 31 août).

Kalaitzake M. (2018), "Central banking and financial political power: An investigation into the European Central Bank", *Competition & Change*, DOI: 10.1177/1024529418812690

Kessler Denis (2020), « Cette pandémie confronte le monde à un test historique de résilience », entretien avec Muriel Motte, *L'Opinion*, 22 Avril, <https://www.lopinion.fr/edition/economie/denis-kessler-cette-pandemie-confronte-monde-a-test-historique-216258>

Koo Richard (2014), "Balance sheet recession is the reason for 'secular stagnation'", 11 August. <https://voxeu.org/article/balance-sheet-recession-reason-secular-stagnation>

Lafontaine C. (2014), *Le Corps-marché. La marchandisation de la vie à l'ère de la bioéconomie*, Paris, Éditions du Seuil.

Lazonick W., Hopkins M., Jacobson Ken, Erdem Sakinç M. and Tulum Ö. (2017), “U.S. Pharma’s Financialized Business Model,” Institute for New Economic Thinking Working Paper No. 60, September 8, <https://www.ineteconomics.org/research/research-papers/us-pharmas-financialized-business-model>.

Lazonick W., Tulum Ö., Hopkins M., Erdem Sakinç M., and Jacobson K. (2019), *Financialization of the U.S. Pharmaceutical industry*, The Academic-Industry Research Network, December 2.

Le Dévédec Nicolas (2016), « L’homme augmenté, la biomédecine et la nécessité de (re)penser la vie », *SociologieS* [En ligne], mis en ligne le 07 mars. URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/5259>

Lefebvre Henri (1970), *Le manifeste différentialiste*, Paris, Idées - Gallimard.

Lemoine Benjamin (2020a), « Il faut subvertir les lois du marché pour financer la crise », *Libération*, 27/05.

Lemoine Benjamin (2020b), « Maintenir l’ordre de la dette, whatever it takes ... », *Marianne*, hors série.

Lemoine Benjamin (2021), « Quel public pour contrôler la dette ? », *AOC*, 8 juillet.

Lemoine Benjamin et Bruno Théret (2020), « Il est possible de construire un circuit du trésor européen écologique », (entretien conduit par L. Casteleyn), *Gestion et Finances Publiques*, n° 4, p. 53-59.

Levy-Mozziconacci A., Mesclier E., Metzger P. (2020), « Les sciences sociales à l’écart de la gestion de la crise sanitaire », *Libération*, 14/10/.

Lordon Frédéric (2020), « Coronacrack », *Monde Diplomatique*, mars.

Machiavel Nicholas (1965), *Le Prince*, Editions 10/18.

Mehrling Perry (2010), *The New Lombard Street. How the Fed Became the Dealer of Last Resort*, Princeton University Press.

Montalban Matthieu (2011), « La financiarisation des *Big Pharma*. De l’insoutenable modèle *blockbuster* à son dépassement ? », *Savoir/Agir*, N° 16, p. 13-21.

Morvant-Roux Solène, Servet Jean-Michel, Tiran André (...), « Rompre avec le passé pour sans tarder se projeter en à-venir. À propos de Retour sur Terre. », *La Pensée écologique*, <https://lapenseeecologique.com/rompre-avec-le-passe-pour-sans-tarder-se-pro-jeter-en-a-venir-a-propos-de-retour-sur-terre-35-propositions/>

Nelson Richard (1989), “Liberalism, Republicanism and the Politics of Therapy: John Locke's Legacy of Medicine and Reform”, *Review of Politics*, Vol. 51, No. 1, p. 29-54.

Petitjean Olivier (2018), « Lobbying à Paris, Bruxelles et Washington : l’énorme puissance de feu des labos », <https://www.bastamag.net/webdocs/pharmapapers/l-argent-de-l-influence/lobbying-a-paris-bruxelles-et-washington-l-enorme-puissance-de-feu-des-labos/> 13 novembre.

Pingeot Mazarine (2017), « Des Grecs au transhumanisme, l’idée d’immortalité comme symptôme de notre humanité », *The Conversation France*, 17 octobre.

Puig de la Bellacasa Maria (2009), “Limitless Life and Devastated Living. A review of Melinda Cooper, *Life as surplus: Biotechnology and capitalism in the neoliberal era*. Seattle: University of Washington Press, 2008”, *BioSocieties*, 4(2-3), September, p. 321 – 325.

Rajan K. Sunder (2006), *Biocapital: The Constitution of Postgenomic Life*, Durham, NC: Duke University Press.

Reshef Ariell et Gianluca Santoni (2020), « [Chaînes de valeur mondiales et dépendances de la production française](#) », *La Lettre du CEPII n°409*, CEPII.

- Rey Olivier (2018), *Leurre et malheur du transhumanisme*, Paris, Desclée de Brouwer.
- Rodarie Hubert et Walter Christian (2010), « Comment décontaminer la finance ? », *Cités*, n° 41, p. 169-173.
- Rose Nikolas, 2001. "The politics of life itself". *Theory, Culture & Society*, Vol. 18, N° 6, p. 1–30.
- Rose Nikolas, 2003. "Neurochemical Selves". *Society*, november-december, p. 45–59.
- Rose Nikolas, 2007. *The Politics of Life Itself: Biomedicine, Power, and Subjectivity in the Twenty-First Century*, Princeton: Princeton University Press.
- Rose Nikolas, 2009. "Normality and pathology in a biomedical age", *Sociological Review*, Vol. 57, n° 2, p. 66-83.
- St-Onge Jean-Claude (2014), « DSM : fiabilité et validité des diagnostics. Un changement de paradigme ? ». *Revue québécoise de psychologie*, Vol. 35, N° 1, p. 207-227
- Salama Pierre (2020), *Contagion virale, Contagion économique, Risques politiques en Amérique latine*, Editions du Croquant.
- Serfati Claude (2020), « France. Les choix industriels amplifient la catastrophe sociale. Contribution au débat pour le "plus jamais ça" », *A l'Encontre*, 01/04, <https://alencontre.org/europe/france/france-les-choix-industriels-amplifient-la-catastrophe-sociale-contribution-au-debat-pour-le-plus-jamais-ca.html>
- Sicard Didier (2020), « La France a abandonné la santé publique » (interviewé par [Joseph Confavreux](#)), *Médiapart*, 22 avril.
- Sontag Susan (2009), *La maladie comme métaphore (1978) /Le sida et ses métaphores (1988)*. Œuvres complètes III, Paris, Christian Bourgois éditeur.
- Stiegler Barbara (2020), "En mimant une gestion du virus à la chinoise, les néolibéraux nous ont dit enfin clairement ce qu'ils pensaient" Entretien avec Nidal Taibi, *Marianne*, 09/11.
- Théret Bruno (1990). « Du "principe de Broussais" en économie », *Revue Française d'Économie*, n° 2, Vol. V, p. 173-223.
- Théret Bruno (1995), « Du statut des métaphores médicales en économie politique : essai d'approche archéologique ». *Cahiers de l'Association Charles Gide pour l'étude de la pensée économique*, 1 (numéro spécial : *Faire l'histoire de la pensée économique*), p. 312-354.
- Théret Bruno (2008), « Les trois états de la monnaie. Approche interdisciplinaire du fait monétaire », *Revue économique*, Vol. 59, N° 4, p. 813-842 (repris in Alary P., Blanc J., Desmedt L., Théret B., *Théories françaises de la monnaie. Une Anthologie*, Paris, PUF, 2016, p. 275-323).
- Théret Bruno (2009), "Monnaie et dettes de vie", *L'Homme. Revue française d'anthropologie*, n° 190, p. 153-180.
- Théret Bruno (2013), « Dettes et crise de confiance dans l'euro : analyse et voies possibles de sortie par le haut », *Revue française de socio-économie*, n° 12, décembre, p. 91-124.
- Théret Bruno (2014), « Philosophies politiques de la monnaie : une comparaison de Hobbes, Locke et Fichte », *Œconomia*, 4-4, p. 517-589. DOI : <https://doi.org/10.4000/oeconomia.1064>
- Théret Bruno (2016), « Dette publique et auto-répression monétaire des Etats », *Savoir/Agir*, n° 35, p. 63-76.
- Théret Bruno (2018), « Crises », *Dictionnaire d'économie politique*, Paris, Presses de Sciences-Po, p. 134-148.
- Théret Bruno (2018), « Définanciariser ? », *Gestion et Finances Publiques*, n° 2, mars-avril, p. 39-45.

Théret Bruno (2019), [BlackRock: Agence Internationale Privée de conseil aux gouvernements](https://spe.hypotheses.org/687), <https://spe.hypotheses.org/687>

Théret Bruno (2020), « Note sur le statut de la Banque centrale européenne dans un contexte où les trésors publics de certains Etats-membres de la zone euro émettraient des monnaies fiscales complémentaires », *Les Possibles*, n° 22, hiver,

Théret Bruno (2021), « De la légitimité de la monnaie à la légitimité des finances publiques : un point de vue d'économie institutionnelle », in Céline Husson-Rochcongar (dir.), *La légitimité en finances publiques*, Paris, Mare et Martin, p. .

Tordjman Hélène (2021), *La croissance verte contre la nature. Critique de l'écologie marchande*, Paris, La Découverte.

Tsing Anna (2018), « Résurgence holocénique contre plantation anthropocénique », *Multitudes*, N° 72, p. 77-85.

Tulum Ö. and Lazonick W. (2018), "Financialized Corporations in a National Innovation System: The US Pharmaceutical Industry," *International Journal of Political Economy*, 47, 3-4, p. 281-316.

Vallaëys François (2021), « L'existence en mal de vie », *UP Magazine*, 27 janvier. <https://up-magazine.info/decryptages/analyses/79932-l'existence-en-mal-de-vie/>

Vernhet Jean-Charles (2020), « Médecins et économistes : un même regard sur le risque ? », 21 avril, <https://www.capitalisme-responsable.com/2020/04/21/edito-medecins-et-economistes-un-meme-regard-sur-le-risque/>

Vielle Pascale, Pochet Philippe et Cassiers Isabelle (dir.) (2005). *L'État social actif. Vers un changement de paradigme ?*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, collection Travail & Société, vol. 44.

Wallace Rob (2020), « Agrobusiness & épidémie : d'où vient le coronavirus ? », 13 mars, <https://acta.zone/agrobusiness-epidemie-dou-vient-le-coronavirus-entretien-avec-rob-wallace/>

Wallace Rob (2020), *Dead Epidemiologists: On the Origins of COVID-19*, New York, Monthly Review Press.

Wallace Rob, Leibman Alex, Chaves Luis Fernando, Wallace Rodrick (2020), « Le Covid-19 et les circuits du Capital », *Terrestres*, N° 13, 30 avril, <https://www.terrestres.org/2020/04/30/le-covid-19-et-les-circuits-du-capital/>

Walter Christian (2010), « Le sida de la finance », *Cités*, n° 41, p. 89-98.

Walter Christian (2021), « Spéculations : finance et épidémiologie / Speculations: finance and epidemiology », <https://epistemofinance.hypotheses.org/5154> 01/07.

Walter Christian et Michel de Précontal (2009), *Le Virus B. Crise financière et mathématiques*, Paris, Le Seuil.